

LISTE DES ACRONYMES

BCM: Banque Centrale de Madagascar

EBRC: Economic Development Boar of Madagascar

FMN: Firme Multinationale

IDE: Investissement Direct Etranger

IPF : Investissement de Portefeuille

INSTAT : Institut National de la Statistique

IPF : Investissement de Portefeuille

PIC : Pôles Intégrés de Croissance

PIB : Produit Intérieur Brute

QMM: Qit Madagascar Minerals

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE.....	4
APPROCHES THEORIQUES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS....	4
CHAPITRE I : LES THEORIES SUR LES FACTEURS DETERMINANTS DES IDE	5
CHAPITRE II : LES PRINCIPALES CONDITIONS QUI FONT QUE LES IDE SOIENT PORTEUR DE CROISSANCE	12
DEUXIEME PARTIE	22
PROLONGEMENT THEORIQUE : ETUDES DES CAS	22
CHAPITRE I : LA GENERALITE SUR LES IDE MALAGASY	23
CHAPITRE II : L'ANALYSE DES IDE DANS LE SECTEUR EXTRACTIF	28
CONCLUSION.....	49

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : O : LES AVANTAGES SPECIFIQUES D'UNE FIRME	9
TABLEAU 2 : L : LES AVANTAGES SPECIFIQUES DES PAYS : LE PARADIGME ESP	10
TABLEAU 3: I : LES AVANTAGES DE L'INTERNALISATION.....	11
TABLEAU 4 : LES CONDITIONS D'EFFICACITE DES IDE	19
TABLEAU 5: LES STOCKS D'IDE PAR BRANCHES D'ACTIVITE EN POURCENTAGE (2006-2012)...	25
TABLEAU 6: PAYS D'ORIGINE DES IDE EN 2007-2012.....	26
TABLEAU 7 : EXEMPLES D'INFRASTRUCTURES COMPLEMENTAIRES : PROJET D'ILMENITE (QMM)	32
TABLEAU 8 : L'INVESTISSEMENT COMMUNAUTAIRE DU QMM (EN DOLLARS).....	33
TABLEAU 9 : L'EVOLUTION DE LA MOBILISATION DU CAPITAL HUMAIN (2008-2011).....	34
TABLEAU 10 : REPARTITION DE LA FORMATION PAR MODULE PAR HEURE/HOMME.....	35
TABLEAU 11 : EXEMPLES D'INFRASTRUCTURES COMPLEMENTAIRES : PROJET D'AMBATOVY ...	39
TABLEAU 12 : LE NOMBRE D'EMPLOYES EN 2011	40
TABLEAU 13 : LES FORMATIONS EXISTANTES DANS LE DEPARTEMENT DE FORMATION D'AMBATOVY.....	42
TABLEAU 14 : L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE ENTRE 2005-2013 (EN MILLIARDS D'ARIARY).....	43

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : EVOLUTION GLOBALE DU STOCK D'IDE (2002-2012)	24
FIGURE 2: PRIX D'ILMENITE ET DU RUTILE, AUSTRALIE (2010-2014).....	30
FIGURE 3 : EVOLUTION DU VOLUME DES ACHATS DE BIENS ET SERVICES DU QMM (EN MILLIONS USD).....	36

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : GLOSSAIRE	I
ANNEXE 2: LA CONTRIBUTION DES BRANCHES DANS LES FLUX D'IDE EN 2012.....	II
ANNEXE 3: PAYS D'ORIGINE DES FLUX D'IDE EN 2012	III
ANNEXE 4: LISTE DES COMPAGNIES MINIERES A MADAGASCAR	IV
ANNEXE 5: LES SECTEURS PRESENTANT LE PLUS DE POTENTIEL DE RELATIONS AVEC L'EXPLOITATION MINIERE	V
ANNEXE 6: LES POTENTIELS MINERAUX DE MADAGASCAR	VI

INTRODUCTION

La satisfaction des principaux besoins des individus et l'accroissement de la richesse de la nation sont au cœur du fondement des différentes théories de la croissance économique. Leurs adaptations dans la réalité ont permis à plusieurs pays d'acquérir une suprématie mais aussi à certains de s'effondrer dans une pire situation de pauvreté. Pour ces derniers, la question de la sécurité alimentaire s'avère toujours un problème d'actualité et se pose au centre de réflexion. Dans les pays africains pauvres, l'agriculture est un secteur moteur de la croissance économique. Elle est essentielle à la réalisation des objectifs mondiaux de réduction de la pauvreté du fait qu'elle demeure le secteur productif le plus important dans la plupart des pays à faible revenu : la contribution au PIB et le nombre d'individu qu'elle emploie. Sur les 5,5 milliards d'habitants du monde en développement, 3 milliards vivent dans des espaces ruraux. L'agriculture, en tant qu'activité économique, contribue pour 32 pour cent en moyen à la croissance du PIB et emploie 65 pour cent de la population active dans les pays à vocation agricole. Elle offre aussi le moyen de subsistance à 86 pour cent de la population et une source de revenu pour la majorité des ruraux pauvres.¹

On constate par ailleurs, qu'à la veille de la première guerre mondiale, l'économie mondiale est caractérisée par une forte ouverture économique à travers la libéralisation et la globalisation. De ce fait, la nature des échanges internationaux ne se limite plus sur l'échange des biens et services mais aussi sur l'explosion l'échange de capitaux. Cela s'explique par la déréglementation, le développement des multinationales, les nouvelles technologies qui ont conduit à une explosion des investissements directs étrangers (IDE). De plus, les pays en voie de développements se trouvent confronter à des problèmes d'endettement continuel suite à la montée du taux d'intérêt à partir des années 1980. Les recours aux crédits internationaux sont donc limités par le niveau d'endettement pour la plupart des pays en voie de développement. Par conséquent, ces derniers ont progressivement réévalué la place des autres sources de financement de l'activité économique pour combler l'insuffisance d'épargne intérieure.

Plusieurs pays en développement concourent à promouvoir l'afflux des investissements directs étrangers dans leur pays ; dans le cadre de la recherche d'une issue au

¹ Banque Mondiale, «Rapport de 2008 sur le développement dans le monde : l'agriculture au service du développement », 2008.

problème de sous développement. C'est ainsi que depuis les années 90, des politiques de promotion et d'incitation de ces types investissements ont été établies par les autorités publiques des pays en développement pour pouvoir améliorer l'environnement économique favorable aux affaires et aux investissements. Concernant ces derniers, plus particulièrement l'investissement direct étranger, en tant que source de financement dans les pays d'accueil, fait l'objet depuis récemment des débats qui sont tantôt complémentaires, tantôt contradictoires.

Madagascar est un pays peu peuplé, près de 20 millions d'habitants en 2011, pour un territoire d'environ 600000km². Sa population a été multipliée par 3,8 en 50 ans, de 1950 à 2000, et devrait continuer à croître pour 45 millions d'habitants en 2050 malgré la diminution actuelle du taux de croissance démographique. Plus de la moitié des malgaches sont jeunes d'un effectif de 51,8 pour cent. Le seuil de pauvreté national est très élevé, avec 71,5 pour cent de la population au dessous du seuil et 52 pour cent vit en dessous du seuil de l'extrême pauvreté, autrement dit, ils n'ont pas suffisamment des ressources pour satisfaire leur besoins alimentaire³. En 2012, il se classait 151^{ème} sur 186 pays sur l'indice du développement humain, considéré ainsi comme l'un des pays les moins développés au monde. Le secteur agricole est le plus déterminant de l'économie malgache tout en incluant l'élevage, la pêche et les activités forestières. Il emploie 76,8 pour cent de la population et contribue après du tiers du PIB⁴. Cependant, l'évolution des stocks d'IDE à Madagascar est marquée par deux phases considérables. Une faible pénétration des IDE caractérise les années antérieures de l'année 2006. Et une forte pénétration des investissements étrangers, axés surtout dans le secteur extractif pour la mise en œuvre des deux grands projets miniers, marque la seconde période. Cette dernière a vu l'augmentation des IDE jusqu'à une valeur de 13009,8 milliards d'Ariary en fin 2012. Mais si on considère seulement le niveau des stocks d'IDE, le rythme de la croissance en valeur tendait à diminuer. En 2007, il est passé à 112,0 pour cent pour baisser à 56,10 pour cent en 2008⁵.

La rentabilité des investissements est le principal objectif des investisseurs. Une faible rentabilité dans le pays domestique les pousse à investir à l'étranger pour profiter un

² Office National pour l'environnement Madagascar, « Le plan d'action pour le développement rural de Madagascar- (PADR), Cadre référentiel et processus pour le développement rural durable », Cotonou, 2-4 Mai 2013.

³ Données de l'ENSOMD 2012-2013.

⁴ Institut National de la Statistique (INSTAT), *Enquête nationale sur le suivi des OMD 2012-2013*, Antananarivo, Madagascar, 2013.

⁵ Enquête IDE/IPF 2014, INSTAT/BCM.

minimum coût de production. La grande île est l'un des pays attractifs avec sa main d'œuvre abondante et de bon marché, l'existence des ressources naturelles encore exploitables. C'est ainsi que notre problématique se pose comme suit : dans quelles mesures les flux des investissements directs entrants seront porteur de croissance économique malgache ?

La démarche est que, dans un premier temps, on s'étale à la définition des concepts clés qui vont nous servir des connaissances dans la compréhension tout au long de l'étude, il s'agit donc de synthétiser les théories économiques majeures portant sur les investissements directs étrangers. Précisément, on récapitule les différents fondements théoriques sur les facteurs qui poussent les firmes à effectuer une partie de ses activités de production dans un pays étrangers, ainsi que les théories portant sur les retombées des investissements directs étrangers sur la croissance. On essaie par la suite d'apporter les conditions nécessaires et suffisantes (les plus pertinentes) pour que les investissements directs étrangers soient porteurs de croissance pour le pays hôte, cela, suivant les littératures. Dans un second temps, on cherche à démontrer à la fois l'importance et les limites de l'action des investissements directs étrangers sur la croissance économique malgache. Notre étude ne se porte cependant que sur le secteur extractif où on illustrera l'analyse par des études de cas. Un choix qui serait justifié par l'entrée massif des flux d'IDE dans la branche extractive constituant ainsi un fait marquant depuis l'année 2006. Tout au long de l'étude, on a tenu l'hypothèse que les flux d'IDE ont des impacts directs ou indirects sur l'économie du pays hôte. Généralement, notre objectif est d'accompagner les organismes de développement voulant intervenir dans le pays. Notre étude servira alors d'un document de référence sur la situation des IDE entrants dans la grande île, autrement dit, une étude pouvant servir d'une source de réflexion ou d'une orientation pour une meilleure prise de décision politique et économique des autorités compétentes grâce à l'information qu'on essaie d'apporter sur la situation réelle de la liaison entre les investissements directs étrangers à Madagascar et l'économie.

Le travail sera structuré en quatre (04) chapitres, regroupés en deux (02) parties : la première partie représente le cadre théorique qui s'est porté à la fois sur l'étude générale des IDE concernant les facteurs déterminants et aussi sur l'analyse théorique des impacts des flux d'IDE sur l'économie du pays d'accueil ; et la seconde partie serait l'étude empirique par un prolongement de la littérature sur le contexte général des IDE malgache et son rôle économique majorés par une analyse globale de la réalité.

Première partie

APPROCHES THEORIQUES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

L'étude des caractéristiques des investissements directs étrangers est plus réaliste sur la base des littératures économiques. La compréhension des concepts de base et des fondements théoriques de l'IDE et de la multinationalisation des activités des firmes sur laquelle reposent les facteurs déterminants est indispensable. En fait, la science économique est riche en littérature traitant sur ce sujet mais dans ce document, on se limite de donner une définition commune et les traits significatifs des IDE, en d'autre terme, les généralités sur les investissements directs étrangers.

On retient la définition établie par la banque mondiale, qui définit les investissements directs étrangers comme *«les rentrées nettes d'investissements pour acquérir une participation durable (10 pour cent ou plus des actions avec droit de vote) dans une entreprise opérant au sein d'une économie autre que celle de l'investisseur. C'est la somme des fonds propres, des bénéfices réinvestis, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme comptabilisés dans la balance des paiements. Cette série montre les flux entrants nets (flux nets d'investissements moins les désinvestissements) des investisseurs étrangers dans l'économie déclarante»*⁶. De ce fait, la détention à l'étranger d'une unité procure un droit de regard dans l'entité étrangère ayant une autonomie juridique ou d'une succursale. Seulement les investissements supérieur ou égal à dix pourcent (10%) sont considérés comme des IDE, autrement, ce sont des investissements de portefeuilles (IPF). Les IDE peuvent prendre plusieurs formes suivant leur mode d'entrée dans un pays : la participation, les fusions- acquisitions, et la création ex-nihilo. Ce qui les diffère, c'est le part du capital qu'ils détiennent et la façon d'implantation notamment : le rachat d'une entité plus petite et moins performante, la fusion de deux entités pour agrandir leur pouvoir contre la concurrence, la création d'une ou plusieurs filiales, et une entité de participation.

Cette partie illustre en effet les fondements théoriques comprenant des concepts sur les investissements directs étrangers ainsi que les éventuelles retombées économiques de ces derniers. En premier lieu, on apporte des explications sur la décision de la firme à investir et en second lieu, sur les effets de leur implantation.

⁶ Banque Mondiale, 1996.

Chapitre I : Les théories sur les facteurs déterminants des IDE

L'ouverture des frontières économiques a contribué à l'accroissement des échanges : des marchandises, des humains, des services et surtout des capitaux. Pour ainsi dire que l'amélioration du commerce extérieur joue un rôle mobilisateur de la venue des IDE. Tout en considérant les situations environnementale, économique et politique du pays, notamment, le taux de change, la fiscalité, l'ouverture économique et le commerce extérieur. Ces éléments qui sont analysés sous diverses théories. La théorie des investissements directs étrangers cherche à savoir les causes de la décision des firmes entre l'exportation, la collaboration (donner une licence à une firme) et la production à l'étranger sous forme d'IDE⁷.

Il est alors fort probable d'entamer ce document sur les différentes théories qui abordent les IDE afin de mettre des bases de fondement. La science économique apporte plusieurs visions qui poussent les IDE à délocaliser leurs activités de production dans les pays d'accueil ou pays hôtes.

1- Le cycle de production de VERNON

La théorie a considéré le cycle de production d'un produit pour expliquer les flux d'IDE réalisés par les Etats-Unis sur l'Europe occidentale, entre autre le cycle de vie d'un produit depuis la phase d'invention jusqu'à la vulgarisation de celui-ci. Après la seconde Guerre Mondiale, la demande en produits manufacturiers en Europe avait considérablement augmenté en faisant ainsi des Etats-Unis un exportateur manufacturier. D'autant plus que ces derniers disposaient de l'avantage comparatif en matière de technologie par rapport à ses concurrents. Cependant, au fur et à mesure que la production se développait, certaines entreprises copieront les produits exportés par les Etats Unis. De ce fait, pour maintenir leurs parts de marché, les firmes américaines ont dû installer des ateliers de production sur le marché européen⁸.

⁷ O'Farrell, Wood et Zheng, 1998.

⁸ VERNON R. (1996), « *international investment and international trade in the product cycle* », Quarterly Journal of Economics 80, pp 190-207.

En effet, VERNON stipule que le cycle est constitué de trois (03) phases qui se concilient avec l'évolution des modes d'externalisation de la production de la firme, dont exactement : le lancement, la maturité et le déclin. Dans la phase de lancement, le produit est fabriqué dans un pays développé car il nécessite une main d'œuvre qualifiée et est disposé à des consommateurs à fort revenu. Ensuite, le produit se développe et grâce au développement du marché, la firme réalise une économie d'échelle⁹, une fabrication à grande échelle s'opère donc par la suite. L'augmentation de la demande étrangère dans les pays développés à économie de marché est comblée par une exportation tout autant en vue de contourner les barrières tarifaires et de conquérir d'autres marchés étrangers. Des concurrents potentiels entre dans le marché et produisent le même produit, ce qui pousse la firme à faire des IDE comme réaction défensive et par peur de perdre la place du monopole. C'est la phase de maturité du cycle. Enfin, la phase de déclin est marquée par la non rentabilité du produit et que la production est donc délocalisée dans les pays en développement pour un faible coût de main d'œuvre et en tenant compte l'existence d'une demande potentielle. Néanmoins, une réexportation vers les pays d'origine est établie en cas de besoin du produit.

2- L'approche de l'économie internationale

Selon l'approche, le phénomène de la multinationalisation se base sur les avantages comparatifs¹⁰ que présentent chacun des pays d'accueil notamment le prix de facteurs de production (main d'œuvre, taux de profit) et la demande sur le marché local du pays (volume, croissance, composition par produit). Précisément, la dotation factorielle de chaque pays hôte qui se traduit par les différences internationales de prix des facteurs de production concilie avec la localisation des firmes multinationales.

En fait, les divergences entre les salaires déterminent souvent dans quelle partie du monde l'IDE se réalise. Généralement, les flux d'IDE se dirigent surtout vers les pays où leur rapport productivité-coût salarial est le plus avantageux, mais il pourrait aussi se déplacer d'un pays à faible niveau technologique vers les pays à technologie avancée pour y acquérir

⁹ Voir annexe1.

¹⁰ Ici l'avantage comparatif est le fait de comparer les différents coûts des facteurs de production de chaque pays afin de pouvoir faire un choix le plus profitable à l'implantation reposant sur la théorie de l'avantage comparatif de David Ricardo dans son ouvrage « Des principes de l'économie politique et de l'impôt » publié en 1817.

des connaissances grâce à l'apprentissage. C'est le cas des flux d'IDE entrants aux Etats-Unis en provenance de l'Europe et du Japon.

3- La théorie d'internalisation

D'un coté, HYMER (1976) identifie la suppression de la concurrence et les avantages que possèdent certaines entreprises sur une certaine activité comme les facteurs des IDE. La seconde hypothèse est à travers l'organisation interne même de la firme pour une acquisition d'un avantage spécifique. Il reste à savoir que l'auteur n'a pas oublié d'inclure le coût des opérations à l'étranger. Il en conclut une décision que les IDE sont réalisés lorsque les bénéfices tirés de la firme sont nettement supérieurs au coût d'implantation de l'entreprise multinationale. Mais aussi, les IDE proviennent également des décisions stratégiques internes des firmes multinationales sans la décision du marché de capitaux et si les coûts de transaction dépassent ceux de la coordination au sein de l'organisation.

D'un autre coté, la théorie de l'internalisation¹¹ démontre l'intérêt que peut avoir une firme à produire elle-même les consommations intermédiaires dont elle a besoin pour élaborer son produit, au lieu de recourir au marché. Les transactions vont être internalisées ; elles s'effectueront entre les filiales de la même entreprise et non plus entre firmes indépendantes. L'explication de ce comportement remonte à l'analyse de la nature de la firme en tant qu'organisation complexe¹². Pour Ronald Coase, la firme a pour raison de diminuer les coûts de transaction, c'est-à-dire :

- les coûts de coordination entre l'offre et le demandeur ;
- les coûts de négociation pour s'accorder sur le prix ;
- les coûts liés aux défauts de qualité du produit (coût d'utilisation et de réparation) ;
- les coûts liés au non respect des délais de livraison ;
- les coûts de recours devant la justice ;
- les coûts liés au risque de dévoilement ou d'imitation de sa technologie ;
- les coûts liés à la rédaction du contrat ;
- les coûts liés pour la rencontre de l'offreur et du demandeur.

¹¹ Ne pas confondre : voir annexe1.

¹² Ronald Coase (1937), « *La nature de la firme* ».

La décision s'enchaîne comme suit : les marchés seront internalisés si les coûts de transaction sur les marchés sont plus élevés que les coûts de l'organisation de la firme. Sachant qu'en internalisant, la taille de la firme augmente, engendrant à son tour une augmentation des coûts d'organisation. L'existence de la firme multinationale (FMN) provient du fait qu'il est profitable d'effectuer ses transactions au sein de la firme plutôt que de passer par le marché. On dit que l'existence de la FMN provient d'un motif d'internalisation. L'internalisation consiste pour la firme multinationale à réduire le commerce international à des échanges à l'intérieur d'un réseau de filiales. Toute internalisation d'un marché étranger engendre alors une multinationalisation de la firme.

Dans cette approche, prenons la firme comme élément central d'analyse, l'investissement à l'étranger apparaît comme la conséquence de son processus de croissance. Plus la firme croît, plus elle pourra envisager d'intégrer au sein de son organisation des activités nécessaires à sa production, qu'elle se procurait auparavant sur les marchés. Elle effectue alors un calcul coût / avantages des différentes méthodes d'expansion. De ce fait, une FMN est une firme internalisant en son sein des activités situées dans divers pays pour baisser les coûts de transaction et pour protéger sa technologie. Effectivement, Internaliser les activités à l'étranger permet à la firme d'assurer son approvisionnement, la continuité internationale de son processus de fabrication tout en protégeant sa technologie et ses débouchés extérieurs mais aussi sa marque.

4- Le paradigme de DUNNING (approche éclectique)

L'approche présentée par DUNNING¹³ illustre la décision de l'implantation des FMN par la réunification de trois (03) arguments, à savoir, l'avantage spécifiques propre à la firme ou « organisation », l'avantage spécifiques propres au pays d'accueil ou « localisation » et ainsi que l'avantage de « l'internalisation ». Ces conditions sont celles qui incitent les firmes à effectuer des investissements ou à opter pour les autres options (exporter ou donner des licences). En effet, le paradigme OLI a permis de rassembler les différentes théories essentielles pour l'explication des IDE sous une seule approche.

¹³ DUNNING, « *the electic paradigm* », 1980.

a- Organisation ou « Ownerships advantages »

En premier lieu, la disposition d'un avantage spécifique est impérative pour la firme en question, lui permettant ainsi d'accroître son profit et de pénétrer facilement le marché en tant que leader. Il s'agit soit de l'exclusivité d'un actif (propriété intellectuelle de ses produits) soit stratégie de production propre à la firme, notamment, les technologies, le savoir-faire, l'économie d'échelle.

Tableau 1 : O : Les avantages spécifiques d'une firme

Les savoirs spécialisés

- Les innovations
- Niveau de développement technologique
- Savoir-faire des gens

Économies de taille

- Économie d'échelle
- Économie de gamme
- La recherche de nouveau capital permettant d'abaisser le coût unitaire de la production

Les avantages peuvent être de type « monopolistique »

- Première firme à percer un marché
- Détention d'une marque reconnue

Source : Éric Jasmin (2003), *Cahiers de recherche* – CEIM (Centre d'Etudes Internationales et Mondialisation)

b- Localisation ou « Location advantages »

En supposant que la première condition est totalement remplie, l'avantage spécifique de chaque pays est aussi à considérer. Elle doit permettre entre autre de maximiser l'avantage spécifique de la firme ce qui explique le choix des pays hôtes effectué par les FMN avant

l'emplacement. Ces avantages ne se limitent pas seulement sur les apports en ressources naturelles, mais aussi d'autres paramètres notamment économiques, sociaux et politiques tels que la taille du marché, les infrastructures, la culture, le système politique et juridique en général.

Tableau 2 : L : Les avantages spécifiques des pays : Le paradigme ESP

Environnement (E)

La quantité et la qualité des facteurs de productions disponibles

- Ressources humaines
- Ressources naturelles
- Stade de développement économique
- “Background” culturel et historique
- La grandeur du marché
- Les transports
- L'infrastructure des communications,
- Les réseaux de distribution

Système (S)

Les composantes du système social

- La liberté des entreprises
- Système social
- Alliances avec les autres pays
- L'attitude envers les étrangers
- Le langage
- La culture

Politique (P)

Politiques gouvernementales

- Macro-économique (fiscalité, monnaie, taux de change)
- Micro économique (les secteurs industriels, les échanges, compétition)
- Général (éducation, protection du consommateur)

Source : Éric Jasmin (2003), *Cahiers de recherche* – CEIM

c- Internalisation ou « Internalization advantages »

La décision d'exporter est exclue une fois la firme possède un avantage dans le processus de production ou dans la propriété d'un bien spécifique. En même temps, l'internalisation lui permet de maîtriser et d'exploiter directement le marché local.

Tableau 3: I : Les avantages de l'internalisation

Les avantages	Les inconvénients
• Un meilleur contrôle sur la chaîne de production, • Une baisse des coûts de transactions, • La possibilité d'exploiter une certaine puissance monopolistique, • Un accès à un nouveau marché, • La protection des transferts de technologie, • Une meilleure coordination entre la production et les réseaux de distribution, • Une prise de contrôle sur les habiletés locales et/ou le coût réduit des ressources dans le processus de production.	• Tout d'abord, plus la taille de l'entreprise est importante, plus l'entreprise demande une grande administration • Complexification des réseaux d'intégration verticale et horizontale de la firme • Nécessité de grand capital pour fusionner, acquérir et créer • Mise à niveau des connaissances

Source: Éric Jasmin (2003), Cahiers de recherche – CEIM (Centre d'Etudes Internationales et Mondialisation)

Les avantages présentés dans le paradigme éclectique aideront la firme à décider d'une façon la plus appropriée de s'internationaliser sachant que les avantages «L» sont externes à la firme, et que les «O» et les «I» sont internes et propres à la firme. Plus les avantages «O» seront grands, plus la firme sera incitée à les internaliser (Andersen, 1997).

Chapitre II : Les principales conditions qui font que les IDE soient porteur de croissance

Etant donné l'évolution des IDE et les motivations qui poussent les firmes multinationales à pénétrer le marché d'un pays. L'objectif d'une firme reste cependant, la rentabilisation de leur investissement (ou gagner un rendement suffisant) et de réinvestir au moment opportun pour l'amélioration de ses avantages propres. On cite, entre autre, quatre principales stratégies des FMN tributaires de leur choix : la stratégie d'accès aux ressources naturelles, la stratégie d'accès au marché (ou horizontale), la stratégie de minimisation des coûts (ou verticale) et la stratégie de partenariat¹⁴. Cependant, leurs effets sont divers, contradictoires et notamment différents suivant la capacité de l'économie à tirer les externalités positifs de l'implantation des FMN. Une étude sur les impacts nous laisse alors analyser ses répercussions sur la croissance du pays en question.

L'entrée des flux d'IDE aura des impacts à la fois au niveau microéconomique qu'au niveau macroéconomique. Ils influencent directement ou indirectement les variables économiques. Mais nécessite cependant certaines conditions pour être plus performants et plus ressentis de la société en question. C'est ce qu'on va aborder dans ce chapitre à travers les approches théoriques des effets de l'investissement direct étranger sur la croissance économique.

1- Interaction entre l'IDE et l'investissement national

Les analyses se portent sur l'interaction entre IDE et investissements domestiques, autrement dit, sur les effets des premiers sur les seconds ainsi que sur l'efficacité de l'un par rapport à l'autre. Les auteurs se diffèrent dans les apports concernant les effets. Les flux d'IDE exerceraient un effet positif sur les investissements nationaux bien que cet effet ne soit très significatif selon Borensztein. De Gregorio et Lee (1998). Et Soyasa et Oneal (1999) ont mis à l'évidence que les IDE renforcent l'investissement domestique à travers la relation entre l'IDE et l'investissement privé dans les pays d'accueil de l'Afrique subsaharienne. Mais ils ont montré que l'effet de l'investissement privé national est plus fort et plus durable que

¹⁴ Voir annexe1.

celui de la relation inverse dans l'Afrique subsaharienne. Autrement dit, un niveau élevé de l'investissement privé national est un signal d'une forte rentabilisation du capital investi attirant ainsi l'IDE. De ce fait, un renforcement de l'investissement privé contribue à rendre un pays plus compétitif aux égards des investisseurs directs étrangers. L'étude de Agosin et MAYER (2000) pour la période 1976-1996 confirme le même argument pour l'Asie mais beaucoup moins concret pour l'Afrique.

Par contre, un niveau important d'IDE ne peut amener la croissance car cette dernière dépend fortement du degré de complémentarité et de substitution entre les IDE et l'investissement interne, du niveau du capital humain, et du commerce extérieur affirme Young et Brewer (2000). Kuman et Pradhan (2002) ont découvert un effet général négatif des IDE sur les investissements intérieurs dans les pays d'accueil à partir d'une étude de 107 pays en développement durant la période 1980 à 1999. Mais après l'impact négatif, la situation s'améliore.

Par ailleurs, il est noté que « *les IDE seraient plus efficaces que les investissements intérieurs en raison des liens des firmes multinationales avec les marchés internationaux tant pour les approvisionnements que les débouchés, les technologies et les compétences de gestion auxquelles elles ont accès* ¹⁵ ». Dans une analyse portant sur un échantillon de pays en développement, Razin (2005) a montré que l'effet des flux d'IDE est significatif sur l'investissement national que celui des autres formes d'investissements internationaux. De même, il a aussi vérifié que l'impact de l'IDE sur la croissance du PIB est plus marquant que celui des autres formes de flux internationaux de capitaux. Sur la même analyse des pays en développement, Bussman et al. (2002) concluent qu'à la fois les investissements étrangers et les investissements intérieurs ont un impact moyen des pays en développement.

2- Lien entre IDE, le capital humain et la productivité

Les effets de l'IDE dans les pays d'accueil conçoivent qu'il existe un transfert technologique venant des pays d'origines des firmes multinationales. En fait, les filiales implantées dans les pays hôtes disposent des technologies avancées qui se propagent vers les firmes locales grâce à l'existence des externalités positives ou spillovers¹⁶. Selon Caves (1974), Globerman (1979) et Blomström (1994), la présence des firmes multinationales

¹⁵ Claire Mainguy, « *L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement* », Région et Développement n°20-2004.

¹⁶ Blomström (1989).

génère une amélioration de l'efficacité productive mais elle n'existe que si la firme multinationale ne peut extraire la rente totale ou internaliser les effets bénéfiques de sa présence dans le pays d'accueil [Blomström et Kokko (1998)].

En effet, les firmes domestiques peuvent améliorer leurs productions par l'imitation des technologies plus avancées et des pratiques managériales des filiales, d'autant plus que l'adoption des nouvelles technologies occasionne des coûts élevés sans la présence des flux d'IDE. Et la rotation des travailleurs dans la sphère du marché de travail entre les firmes étrangères et les firmes domestiques conduit au transfert de connaissance et de technologies apportées par le flux d'IDE, autrement dit, la migration du personnel qualifié vers les compagnies nationales assure un transfert adéquat de la technologie. De plus, Borensztein et al. (1998) prétendent que l'existence des firmes multinationales dans les pays d'accueil pourrait accentuer la concurrence sur les marchés locaux et la formation du personnel des nouvelles entreprises obligeant ainsi les firmes locales à renforcer leur base technologique pour devenir plus compétitives. Cela contribue au développement des ressources humaines dans les pays hôtes.

a- Le concept de spillovers exogènes

Les firmes multinationales permettent le transfert de gestion, du contrôle de quantité et de standardisation à leurs fournisseurs locaux mais aussi elles poussent en même temps les firmes domestiques à accroître leurs efforts de gestion « managerial efforts » et à utiliser certaines techniques de vente « marketing techniques » suite au risque de la perte du part du marché. Selon Caves (1974) les spillovers (externalités positives) peuvent se classer en trois (03) catégories suivant leur effet sur les firmes locales. Tout d'abord, l'accroissement de l'efficacité allocative « allocative efficiency » en intégrant dans les industries caractérisées par des barrières élevées à l'entrée, et en réduisant la position monopolistique. Ensuite, la nécessité d'une efficacité technique des firmes locales si la pression compétitive « competitive pressure » ou l'effet de démonstration les incitent à utiliser les ressources existantes d'une façon plus efficace. Enfin, l'accroissement du taux de transfert et de diffusion de la technologie par les firmes étrangères suite à la concurrence ou à l'imitation. Cependant, ces trois catégories ne peuvent se présenter en totalité dans les cas pratiques liés à la présence des firmes multinationales.

b- Le concept de spillovers endogènes

Selon Wang (2000), les flux d'IDE sont surtout attirés par un pays avec une forte rentabilité du capital, une main d'œuvre qualifiée et un système d'innovation développée et structurée. Dans un modèle dynamique à deux (02) pays, il explique l'influence de l'accumulation du capital humain comme catalyseur entre la croissance des pays hôtes et des IDE et aussi l'apport des IDE à haute technologie dans l'accroissement des agrégats macro-économiques et du bien-être social dans le pays d'implantation.

Borensztein et al. (1998) exige une condition nécessaire pour la propagation des spillovers. Pour qu'il y ait une contribution efficace des IDE à la croissance économique d'un pays d'accueil, ce dernier doit disposer un certain niveau de développement d'éducation, de technologie, d'infrastructure et de marché financier. En effet, les IDE peuvent booster la croissance d'un pays hôte, si et seulement si, il a déjà atteint un niveau de développement capable d'absorber la nouvelle technologie développée par les FMN. Donc avoir un excellent niveau de capital humain est un important déterminant dans la relation entre l'IDE et la croissance économique du pays d'accueil.

En fait, à l'aide d'un modèle où le transfert technologique international, à travers les IDE, est considéré comme un phénomène endogène suite de l'interaction stratégique entre les firmes multinationales et les firmes locales, Wang et Blomström (1992) donne un rôle signifiant des administrations publiques du pays d'accueil des IDE : accroissement de l'investissement dans le secteur d'intégration des firmes multinationales et assistance des firmes domestiques dans leurs efforts d'apprentissage.

3- L'IDE face au commerce extérieur

L'IDE et le commerce extérieur entraînent deux effets contradictoires : un effet de substitution qui représente l'effet négatif et un effet de complémentarité regroupant l'effet positifs que les flux d'IDE peuvent exercer sur le marché bilatéral entre pays d'origine et pays hôte mais aussi sur les relations commerciales des deux (02) pays entre le reste du monde. Muchielli et al. (2000) ont affirmé qu'il existe une forte complémentarité entre les IDE et le commerce intra-firmes (échanges entre filiales et maison-mère) et une substituabilité entre l'IDE et le commerce inter-firmes (échanges entre entreprises étrangères).

Selon Mundell, le commerce international traduit les mouvements internationaux de capitaux de facteurs comme le résultat de différence de rémunération du capital entre les pays. En effet, les pays disposant plus de capitaux ont une faible rémunération de ce facteur de sorte qu'il aura tendance de placement des capitaux vers là où ils sont rares pour une forte rémunération du fait de sa rareté. Les mouvements de capitaux se déplaceraient alors des pays développés vers les pays en développement. Ces flux de capitaux permettront de produire des biens intensifs en capital grâce à l'implantation des firmes étrangères, des biens qui étaient importés auparavant. De ce fait, il y a donc un effet de substitution entre les flux d'investissements et des flux de commerce car les importations de biens intensifs en capital sont remplacées par une production sur place grâce à l'entrée des flux de capitaux dans le pays en développement. Par généralisation, en cas de mobilité parfaite du capital, les IDE entraîneront la disparition totale du commerce international¹⁷.

Par contre, la fragmentation des processus de production appliquée par les firmes multinationales accentue nécessairement la division internationale du travail et renforce de ce fait une complémentarité des flux d'IDE et le commerce international par la présence des gains mutuels entre les pays en collaboration. En effet, en répartissant les activités de production dans des différents pays, en fonction des avantages comparatifs des pays hôtes, les firmes multinationales engendrent des importations des biens intermédiaires et des exportations des produits finaux entre les deux pays et aussi des échanges intra-firme important. Paul Samuelson affirme que les disparités en salaire entre les pays conduiront les propriétaires de capital spécifique au secteur intensif en travail, comme le travail d'assemblage, à investir dans le pays à coûts de main d'œuvre peu élevés. Précisément, le renforcement des avantages comparatifs va de pair avec l'élargissement du commerce international¹⁸.

En effet, les théories montrent que l'ouverture commerciale réduit les flux d'IDE horizontaux limitant ainsi la croissance des échanges internationaux, mais l'affaiblissement des barrières protectionnistes accroît les flux d'IDE verticaux qui eux à son tour renforce les échanges mondiales. Empiriquement, les études du CNUCED révèlent que les flux d'IDE sont étroitement liés aux échanges internationaux de biens et services. Comme Navaretti et Venables (2004), il stipule que l'essor des firmes multinationales entraîne une nouvelle croissance du commerce international.

¹⁷ Mundell, 1957.

¹⁸ Kojima K. , "*Direct Foreign Investment, a Japanese Model of Multinational Business Operations*", 1978.

4- Relation entre l'IDE et la politique commerciale

Deux arguments surgissent entre leur relation : d'une part, le type de la politique économique qui permet de tirer plus d'avantages issus des IDE dans les pays d'accueil, d'autre part, l'impact de celui-ci sur la structure de la balance commerciale (le signe et la structure des exportations et des importations).

La littérature économique affirme que les politiques protectionnistes dans les pays étrangers inciteraient les firmes multinationales à effectuer des flux d'IDE de type horizontal pour contourner les barrières tarifaires mais aussi par l'existence des marchés locaux d'implantation. Les IDE entrants au Viêt Nam vers la fin des années 80 sont expliqués de cette façon. Des études effectuées par d'autres théoriciens¹⁹ ont montré que les politiques commerciales orientées vers la promotion des exportations procuraient des meilleurs résultats pour les pays d'accueil que les politiques de substitution aux importations. Dans le même sens, Mai (2001) affirme que : « *l'orientation vers l'exportation dans les pays asiatiques s'est accompagnée de politiques actives de transferts de technologies étrangères vers le secteur national mais aussi d'une forte intervention dans le domaine commercial* ».

D'une façon générale, l'effet des IDE sur le commerce extérieur est important pour les pays en développement d'une manière où il résout à court terme le problème de devise. Mais la question de gestion entre exportation et importation est à lever du fait que l'afflux d'IDE engendre l'accroissement des importations des biens d'équipement par les firmes multinationales. A ce titre, les IDE peuvent aussi être à la source du déficit commercial dans les pays d'accueil. C'est le cas du Viêt Nam, stipule Pottier (2001), par lequel les firmes étrangères ont joué un rôle d'amortisseur : « *La poussée des IDE, à partir de 1992, a entraîné un fort accroissement des importations de biens d'équipement par les multinationales depuis 1995, alors que le développement de leurs exportations n'a été sensible qu'à partir de 1997. Malgré la baisse spectaculaire des IDE, le secteur étranger a nettement accru sa production industrielle et ses exportations de 1997 à 1999. En cela, il a joué un rôle amortisseur de la crise face au ralentissement de la croissance de la production des entreprises locales, notamment dans le secteur industriel d'Etat* ».

¹⁹ Bramasubramanyam et al. (1997), cité dans Ram et Zhang (2002).

5- L'IDE contre la pauvreté

Dans le rapport de 2009 de la Banque mondiale, on constate que les IDE engendrent une création d'emploi dans tous les secteurs et permettent au pays d'accueil de réduire le taux de chômage. Dans la plupart du temps, les FMN sont à la recherche des employés qualifiés dans des domaines ou non qualifiés dans d'autres, pour étouffer le besoin en capital humain et en profitant le coût bas des mains d'œuvres du pays hôte. Ainsi, la demande d'employés qualifiés par les FMN pousse les autorités gouvernementales à améliorer le niveau d'étude et permet de former les employés, d'où, cela illustre la relation entre le niveau d'éducation et l'IDE. Par ailleurs, les IDE engendrent une croissance qui à son tour aura un impact positif sur la réduction de la pauvreté. Comme l'affirme Dollar et Kraay (2000), « *les IDE sont bons pour la croissance qui est bon pour les pauvres* ». Un lien rendu possible par le marché de travail. Par contre, selon l'analyse dépendantiste, les théories reposent sur l'idée que l'IDE ne fait que renforcer la pauvreté des pays en développement; il intensifie davantage le sous-développement par la dépendance envers les grandes firmes et la dominance de ces dernières exercée sur les pays en développement. L'IDE apporte plus de retombées négatives que positives pour les pays d'accueil.

Mais aussi, l'analyse conduit à affirmer que la présence de firmes multinationales augmente les inégalités de revenus dans le cas des firmes qui sont généralement localisées dans les zones franches reliées au marché international. Autrement dit, les firmes multinationales n'emploient qu'une faible part des offreurs de travail avec des salaires plus élevés que dans le reste du pays. La majorité des pauvres resterait donc marginalisés. Te Velde et Morrissey (2002) sont même arrivés à affirmer que les IDE ont une faible influence à la réduction de la pauvreté car ils emploient généreusement les employés qui sont plus qualifiés et ne créent que peu d'emplois non qualifiés.

Kakwakani et Pernia²⁰ (2000) restent sur une position intermédiaire en mettant l'accent sur les effets de redistribution de la croissance. La croissance réduit la pauvreté mais d'une manière différente : elle peut le faire de façon plus ou moins importante. Comme le montre les résultats aux Thaïlande et le Laos avec la réduction de la pauvreté mais peut être d'une grande importance si elle avait été associée par une baisse de l'inégalité sociale.

²⁰ Kakwani et Pernia, "What is pro-poor growth", Mimeographed, Manila: Asian development Bank, cité dans Jaliliane et Weiss (2000), 2000.

6- Récapitulation : Les principales conditions selon la littérature

On peut alors reformuler les effets positifs des flux d'IDE en principales conditions de stimulation de croissance dans le pays d'accueil. Autrement dit, il est préférable que chaque forme d'IDE présente au moins les quelques conditions des auteurs suivantes pour qu'il soit capable de booster réellement et efficacement la croissance, à la fois, celle de la région d'implantation et celle du pays en question :

Tableau 4 : Les conditions d'efficacité des IDE

Auteurs	Les conditions
Young et Brewer	• L'IDE doit être combiné à un bon niveau du capital humain et à une ouverture au commerce extérieur pour pouvoir amener la croissance. • Il dépend aussi du degré de complémentarité et de substitution entre IDE et investissement interne pour être plus (ou moins) significatif.
Caves, Globerman et Blomström	• Les FMN doivent permettre l'amélioration de l'efficacité productive et la possibilité d'imitation des firmes domestiques. • Les FMN ne doivent pas pouvoir extraire la rente totale ou internaliser les effets bénéfiques de sa présence dans le pays d'accueil.
Caves	Les effets positifs doivent engendrer un accroissement de l'efficience allocative, une pression compétitive, et un accroissement du taux de diffusion technologique.

Auteurs	Les conditions
Borensztein	• La présence des FMN doit inciter les firmes locales à renforcer la base technologique contribuant à la fois au développement des ressources humaines. • Le pays hôte devrait disposer déjà d'un niveau de développement capable d'absorber les effets positifs (disposition d'un excellent niveau de capital humain, de technologie, d'infrastructure et de marché financier) pour qu'il ait une contribution efficace des IDE à la croissance économique.
Mai	L'IDE, pour être plus efficace, est associé d'une politique d'orientation vers l'exportation accompagnée de politiques actives de transferts de technologies étrangères vers le secteur national mais aussi d'une forte intervention dans le domaine commercial.
Kakwakani et Pernia	La croissance apportée par l'IDE devrait être associée d'une baisse d'inégalité sociale pour que la réduction de la pauvreté soit très significative.

Source : Tableau réalisé par l'auteur

Par ailleurs, l'existence des effets négatifs, selon l'analyse dépendantiste, nous permet de dégager d'autres conditions supplémentaires. L'analyse stipule que les IDE renforcent la pauvreté du pays hôte, l'inégalité de revenus, intensification de la dépendance envers les grandes firmes, et la dominance de ces dernières. Il est donc nécessaire d'accompagner les IDE par des politiques économiques afin d'atténuer ces effets négatifs, à savoir :

- Des politiques contre le monopole ;
- Des politiques pour réduire l'inégalité sociale ;
- Des politiques de mesure contre la dépendance envers les FMN.

Bref, l'efficacité de l'IDE se mesure par l'interaction entre l'investissement domestique, le capital humain, la politique commerciale et la réduction de la pauvreté avec les investissements directs étrangers. En effet, l'IDE pourrait stimuler la croissance économique

des pays d'accueil, si est seulement si, *il encourage l'utilisation des facteurs de production nationaux surtout en créant plus d'emplois locaux, en maximisant en même temps le transfert technologique et de compétences, et en incitant l'investissement privé domestique.*

Deuxième partie

PROLONGEMENT THEORIQUE : ETUDES DES CAS

Actuellement, les IDE sont en perpétuel croissance. Pouvant combler l'insuffisance de financement, les pays en développement et même les pays développés élaborent des diverses stratégies d'attractivité et se mettent volontairement en concurrence pour l'attraction de ce type de flux de capitaux. Les IDE auront des impacts microéconomique et macroéconomique dans les pays d'accueil comme ils sont déjà illustré théoriquement²¹, ils peuvent influencer directement ou d'une manière indirect l'économie. Il est donc préférable d'analyser l'ampleur des fondements de ces différentes théories économiques sur le cas de Madagascar. Etant donné l'importance des investissements directs étrangers qui se présente dans la branche extractive, on se limite alors sur l'analyse du secteur extractif.

On étudie en première lieu l'évolution globale de l'entrée des investissements directs étrangers à Madagascar et en second lieu, on procède à des études de cas dans la branche extractive.

²¹ Voir Partie I, Chapitre II.

Chapitre I : La généralité sur les IDE malagasy

Madagascar, comme étant un pays à forte potentialité, s'inscrit ainsi sur la carte des pays de bon investissement pour les investisseurs étrangers. Il est doté principalement des mains d'œuvres abondantes aptes à travailler avec un salaire assez bas et des richesses souterraines encore exploitables. Des atouts qui font que les IDE sont omniprésents dans l'économie.

Pour avoir une vision générale des mouvements des IDE durant une certaine période, ce chapitre retrace l'évolution globale des stocks d'IDE reçu dans l'économie malgache, donne la répartition des IDE selon les branches d'activités et détermine les principaux pays investisseurs.

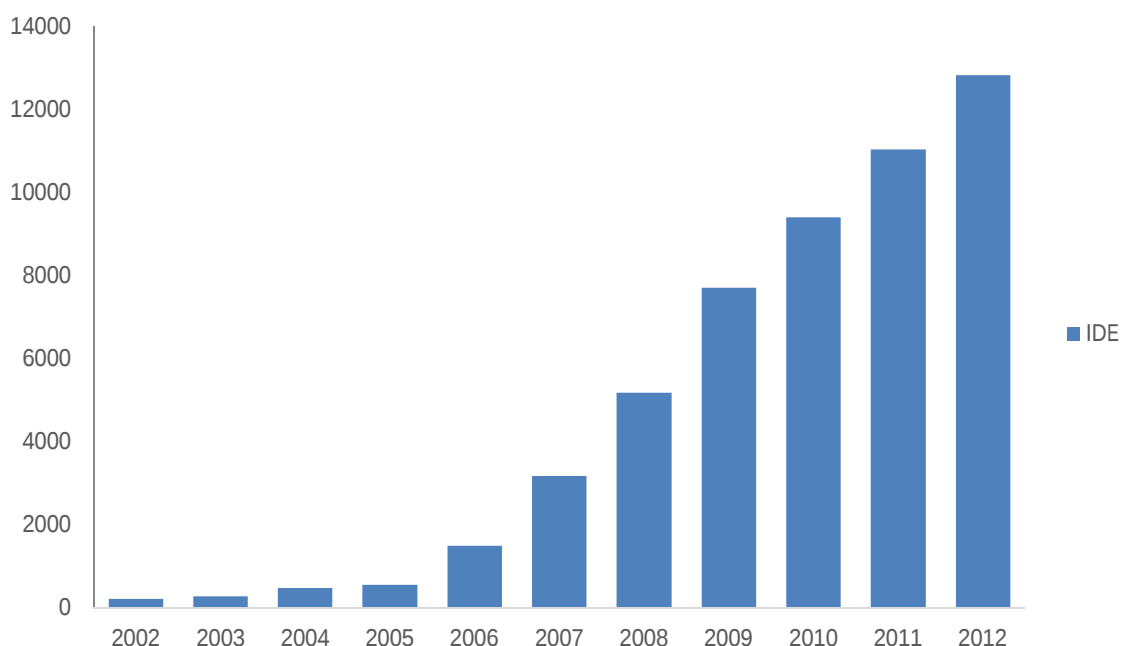
1- L'évolution globale des IDE

Deux périodes différentes marquent l'évolution des stocks d'IDE à Madagascar. Une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23,0 pour cent jusqu'en 2005 caractérise les années antérieures de l'année 2006. Tandis que la mise en œuvre de deux grands projets miniers marque la seconde période. Cette dernière a vu l'augmentation des IDE jusqu'à une valeur de 13009,8 milliards d'Ariary en fin 2012.

En effet, l'augmentation des flux d'IDE a été plus forte que celui du PIB en valeur nominale. Sa part moyenne dans le PIB se situait aux alentours de 6,0 pour cent. En 2006 à 2007, l'augmentation est respectivement à 16,90 pour cent à 24,0 pour cent. Mais si on considère seulement le niveau des stocks d'IDE, le rythme de la croissance en valeur tendait à diminuer. En 2007, il est passé à 112,0 pour cent pour baisser à 56,10 pour cent en 2008²². La figure ci-après représente l'évolution des IDE de 2002 à 2012.

²² Enquête IDE/IPF 2014, INSTAT/BCM.

Figure 1 : Evolution globale du stock d'IDE (2002-2012)



Source : Enquête IDE/IPF 2013, INSTAT/BCM.

Si avant 2006, le stock d'IDE est environ de 500 milliards d'Ariary. La courbe est croissante suivant le temps et le stock se situe actuellement en dessous de la barre des 1500 milliards d'Ariary. Cela grâce au grand boom enregistré en 2007 en liaison par la mise en œuvre des investissements de construction pour le besoin des deux projets miniers cités auparavant.

2- La répartition des IDE selon les branches d'activités

Avant l'année 2006, les flux d'IDE dans les activités de fabrication sont majoritairement contributifs des stocks d'IDE dans l'économie malgache. En fait, la mise en place de la zone franche pour le secteur d'industrie exportatrice légère est principalement à l'origine de cette intensification. A partir d'année 2006, cette structure est bouleversée par la mise en œuvre des investissements dans les activités extractives. Ces dernières ont apporté une importante contribution, en moyenne près de 70 pour cent du total des stocks.

Tableau 5: Les stocks d'IDE par branches d'activité en pourcentage (2006-2012)

Branche d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3	10,1
Pêche, aquaculture	51	51,1	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3	41,7
Activités de fabrication	111,3	120	15,6	1	99,6	41,5	137	93,6
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,8	1,1	4	-2,5	0,3	0,2	3,8	1,1
Construction et BTP	40,2	42,9	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9	0,5
Commerce	3506	36,8	0,9	42,4	30,9	18,4	34	48,7
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8	6
Transports	9,4	13,5	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7	30
Activités financières	95,8	132,2	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4	532,5
Immobilier et services aux entreprises	29,4	29,9	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8	31,6
Distribution pétrolière	41	69,4	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8	14,3
Télécommunication	57,8	72,7	28,9	147,8	85,8	16,5	72	222,9
Autres	4,9	7			0,2	-0,1	0	-
TOTAL hors « extractives »	483,5	585,1	570,7	277,3	462,7	329,1	639,3	1 032,90
Activités extractives	47,1	902,8	886,2	1637,5	2 069,80	1 360,00	1000,6	750,5
TOTAL	530,60	1 487,90	1 456,90	1 914,80	2 532,50	1 689,10	1 639,90	1 783,40

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010 et 2013, INSTAT/BCM.

La subite augmentation du stock des IDE dans la branche des activités extractives est notamment due à l'implantation des grands projets miniers (le projet ilménite et le projet d'Ambatovy), elle implique cependant un accroissement des importations des biens d'équipement.

A la fin de l'année 2012, le stock des activités extractives a représenté 42,10 pour cent de l'ensemble des IDE, soit 750,5 milliards d'Ariary. Nous notons par la suite ceux des autres branches par ordre décroissant : activités financières (29,90%), télécommunication (12,5%), activités de fabrication (5,20%), autres branches (10,30%)²³. Ainsi, la branche des activités de fabrication qui a occupé la première place avant l'année 2006 se trouve notamment en quatrième place en 2012.

²³ Voir annexe2.

3- Les principaux pays investisseurs

Tout comme la contribution dans les branches d'activité, une grande transformation est connue dans la contribution des pays à l'origine des investissements à Madagascar en 2009, qui s'explique par l'exploitation dans la branche extractive où les pays investisseurs dans ce secteur détiennent une place majoritaire notamment : le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, la Corée du sud. Ils ont représenté 75,91 pour cent du stock des IDE. Le tableau ci-après l'illustre.

Tableau 6: Pays d'origine des IDE en 2007-2012

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
France	272,6	291,8	112,6	153,4	293,3	425
Maurice, île	228,6	279,9	254,6	58,8	389	398,2
Canada	482,2	927,4	682,1	512,1	502,3	504
Etats-Unis	49,6	71,6	109,8	5,7	154	70,8
Royaume-Uni	949,8	1 912,20	449,1	16,5	75,7	25
Chine	66,9	66,4	17,6	127,9	129,3	85,6
Japon	469,6	575,9	462,5	362,4	2,7	3
Corée du Sud	304,8	403,2	468,6	347,6	2,6	5
Italie	173,8	174,7	30,9	36,5	-3,3	40,3
Autres	417,5	627	-55,3	68,2	94,3	226,5
TOTAL	3 415,40	5 330,10	2 532,50	1 689,10	1 639,90	1 783,40

Source : enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

La France a continuellement pris sa place de manière significative aux activités économiques malgache. Elle se trouvait à la sixième place en 2009, puis progressivement se trouvait au quatrième, troisième et finalement deuxième en 2012²⁴. Cependant, le Canada l'a toujours devancé à partir de 2006 en prenant successivement la première place sur la liste. Une performance mise en valeur par les apports des grandes compagnies minières dans le cadre du projet ilménite avec 80 pour cent pour Rio Tinto et 20 pour cent pour l'Etat malgache²⁵ et dans le cadre du projet Ambatovy se répartit comme suit : Sheritt International

²⁴ Voir annexe3.

²⁵ Disponible sur le lien <http://www.riotintomadagascar.com/>

Corporation (40 %) du Canada, Sumitomo Corporation (27,5 %) du Japon et Korea Resources Corporation (27,5 %) de la Corée SNC-Lavalin (5%)²⁶ .

²⁶ Disponible sur le lien <http://www.ambatovy.com/>

Chapitre II : L'analyse des IDE dans le secteur extractif

Une grande importance pour les investissements directs entrants à Madagascar, s'opérant dans la branche extractive, se porte alors depuis l'année 2006. Des activités d'exploitations demandant une attention sur les effets dans l'économie malgache du point de vue macroéconomique mais notamment du point de vue microéconomique. Le secteur de l'industrie extractive dénombre actuellement 35 compagnies extractives²⁷ mais deux projets se distinguent largement par rapport aux autres entreprises minières « le projet ilménite et le projet Ambatovy ». Une distinction due à l'ampleur de leur montant du budget et de l'envergure du projet en elle-même. Pour le projet ilménite, le volume d'investissement prévu a été révisé à la hausse. Il a atteint 900 millions de dollars, contre une prévision de 585 millions de dollars²⁸ tandis que celui du projet Ambatovy fait appel à un investissement total de 8 milliards de dollars²⁹.

1- Le cadre mondial du marché des sables minéralisés

Le marché des sables minéralisés regroupe deux principaux produits, notamment : le dioxyde de titane et le zircon. Des produits qui constituent des produits intermédiaires pour les autres firmes avant d'arriver auprès des utilisateurs finaux. L'ilménite servira de matière première pour la conception des produits métallurgiques : dans l'industrie mécanique comme la construction de voiture et l'industrie de fabrication des matériaux de construction. Le dioxyde de Titane par contre sera utilisé dans l'industrie de pigment pour la fabrication de plastiques, de papiers, de céramiques et de fibres. Le zircon est un sable minéralisé utilisé dans les fonderies réfractaires mais également utilisé dans la fabrication de céramique, d'article sanitaire, d'écran de télévision, ainsi que de moniteur d'ordinateur.

Cependant l'ilménite est un sable minéralisé constituant la source de dioxyde de titane la plus abondante dans le monde, sachant qu'environ 95 pour cent de la production mondiale

²⁷ Voir annexe4.

²⁸ L'Express de Madagascar, « Mines : L'ilménite au bout des pelleteuses de la QMM », 10 décembre 2008.

²⁹ Voir le lien <http://www.ambatovy.com/>, Prévision du janvier 2015.

est destiné à la production de pigment blanc et le reste de la production mondiale pour la production de Titane métal³⁰

a- Les producteurs

L'ilménite est un dioxyde de titane très demandé actuellement³¹. En 2007, la production mondiale d'ilménite est dominée par le groupe Rio Tinto tandis qu'Iluka est le leader de la production de Zircon. Généralement, le marché des sables minéralisés regroupe six grandes compagnies minières, à savoir : Rio Tinto, Iluka, Exxaro, BHP Biliton, Bemax, Tinfos, Tiwest JV.

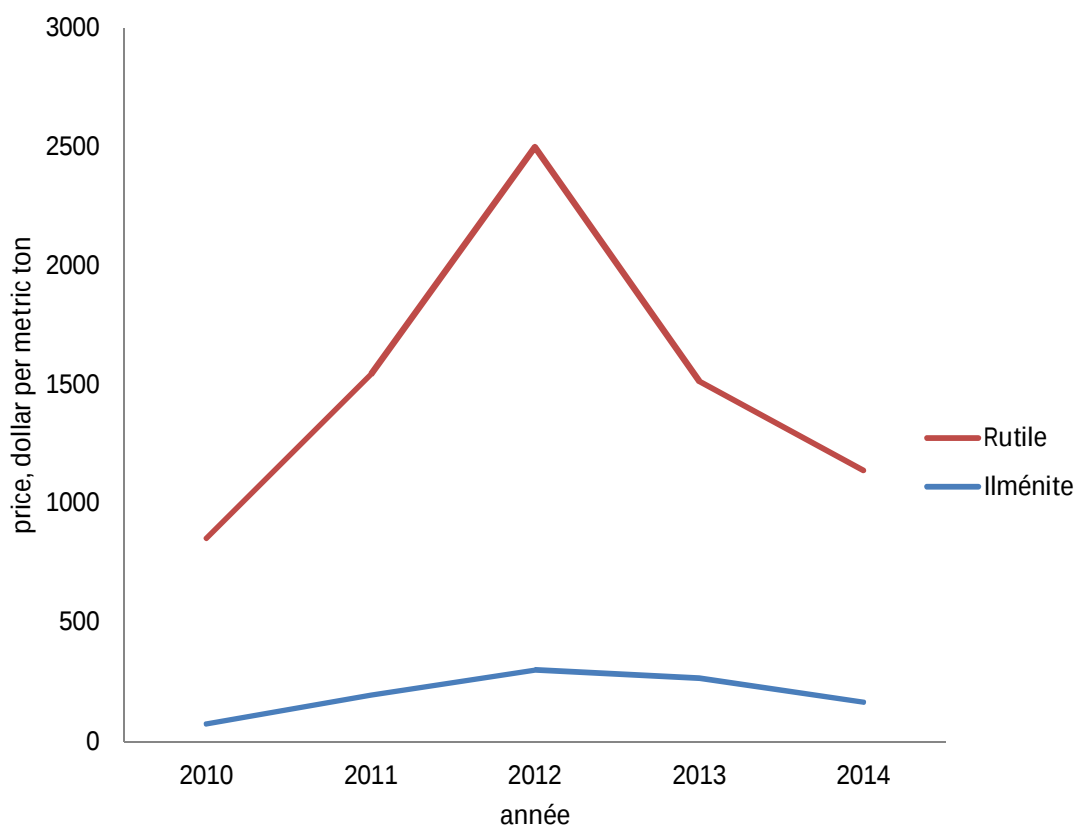
b- L'instabilité du prix

La plupart des marchés des sables minéralisés ont un prix volatile, c'est le cas d'ilménite et de zircon. Il faut signaler que les pays importateurs de ces produits sont surtout les pays émergents : Chine, Amérique Latine, Inde. Ils constituent 70 à 80 pour cent de la demande. Le graphe ci-après démontre l'évolution du prix d'ilménite d'une certaine période.

³⁰ Rapport de développement durable 2012, QMM.

³¹ Jean-Michel Lebigre, « QMM et l'ilménite de Taolagnaro (Fort-Dauphin, Madagascar) », 7 novembre 2009.

Figure 2: Prix d’ilménite et du rutile, Australie (2010-2014)



Source: George M. Bedinger, “U.S. Geological Survey, Mineral Commodity Summaries”, January 2015

L’ilménite est extraite en même temps que le rutile, mais la valeur de l’ilménite est relativement inférieure à celui du rutile. Ce dernier représente une pique en 2012 avec 2200 dollars par metric ton. Il faut noter que l’Australie étant le plus grand producteur d’ilménite et de rutile, suivi par l’Afrique du sud et l’Ukraine³² selon les réserves dans le monde. La chute du prix depuis 2012 ne laisse pas sans répercussion sur la politique de l’entreprise notamment : la production, le recrutement et l’achat, voire l’économie dans son ensemble.

2- Première étude de cas : le Qit Madagascar Minerals S.A. (QMM)

La compagnie minière Qit Madagascar Minerals S.A est une collaboration entre le gouvernement malagasy et la société londonienne Rio Tinto PLC où ce dernier détient 80

³² George M. Bedinger, “U.S. Geological Survey, Mineral Commodity Summaries”, January 2015.

pour cent contre 20 pour cent pour l'Etat malagasy. Le volume d'investissement a atteint en totale 900 millions de dollars incluant la construction du port d'Ehoala. Le projet est divisé en trois étapes : une phase d'exploration qui s'est étalé de 1985-2000, suivit d'une phase de construction commençant vers l'année 2006 pour terminer en 2009, et enfin une phase de production et d'exportation des produits vers l'année 2010.

Un projet à long terme estimé à 50 ans d'exercice, qui a pour principale fonction l'extraction à partir d'un gisement de sables minéralisés de l'ilménite et du zirsill (zircon mélangé à de la sillimanite). Ces sables sont répartis sur trois secteurs totalisant 6000 ha dont Mandearana, Petriky et Sainte Luce. Ces sites d'extractions s'intercalent d'environ 60 km. La production est estimée à 75 millions de Tonnes de sables minéralisés où les produits obtenus sont expédiés à l'usine de réduction de QIT à Sorel, Rio Tinto Fer et Titane du Canada, pour y être transformés en scorie d'une teneur de plus de 90 pour cent de bioxyde de titane. La première expédition de l'ilménite de Madagascar a débuté en Mai 2009. Contenant 60 pour cent de dioxyde de Titane, il est à noter que l'Ilménite de Madagascar est de grande qualité en comparaison avec les autres sources.

a- L'action sur les infrastructures et sur l'investissement

Pour combler le bon fonctionnement du projet, le QMM a installé des infrastructures non minières mais requises par la mine dans la région de l'Anosy. Cela constitue des externalités positives « spillovers » pour la région et ses populations. En effet, elles sont construites non seulement pour servir le QMM mais aussi pour les autres usagers de la région. Ces infrastructures sont notamment : le nouveau port et le Parc d'Ehoala et la mise en place de centre de formation professionnelle dans la région. Le QMM, comme l'Ambatovy, est aussi en partenariat avec le projet des Pôles Intégrés de Croissance (P.I.C) de la Banque Mondiale et la région de l'Anosy pour l'amélioration des infrastructures d'utilité publique dans la ville de Fort-Dauphin, à savoir :

Tableau 7 : Exemples d'infrastructures complémentaires : projet d'Ilménite (QMM)

Infrastructure	Description et objectif d'intérêt général recherché
Port d'Ehoala	Construction conçue pour soutenir les mises en valeur et le développement économique des autres secteurs.
Port de Taolagnaro	Réhabilitation pour assurer la continuité de la circulation pendant la construction d'un nouveau port.
Routes incluant la RN13	Réhabilitation pour permettre l'accès à une région enclavée (90 km de réhabilitation entre 2005 et 2012).
Usine de traitement d'eau potable	Réhabilitation d'usine de traitement d'eau, installation d'un nouveau réseau d'égout, construction d'une nouvelle usine pour permettre l'accès à l'eau potable (besoins de la population urbaine satisfaits).
Electricité	Achat et installation de générateur pour que la ville ait une source fiable d'électricité.

Source : Banque mondiale, Centre pour la responsabilité sociale dans le secteur minier (CSRM), Université de Queensland, « *Retombées économiques de l'exploitation minière industrielle à Madagascar* ».

Ces infrastructures contribueront au désenclavement, à la réduction de l'isolement, et au développement de la région. Par exemple, depuis l'ouverture du port d'Ehoala en juillet 2009, plus de 55 000 emplois directs et indirects ont été créés et enregistrés au niveau de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM). Elles peuvent aussi attirer de nouveaux investisseurs à s'introduire dans la région car le niveau de l'infrastructure est un des facteurs à l'attraction de l'investissement³³. La construction de ces nouvelles infrastructures contribuera ainsi à la croissance et au développement socio-économique de la région Anosy.

Ce tableau récapitule les investissements du QMM pour la communauté selon la répartition au travers les secteurs.

³³ Voir Partie I, Chapitre II.

Tableau 8 : l'investissement communautaire du QMM (en dollars)

Catégorie	Investissement communautaire
Agriculture	35 183,88
Culture	67 579,78
Education	35 183,88
Environnement	18 371,99
Santé	776,35
Infrastructures	6 180,83
Loisirs	6 411,00
Transport	6 432,05
Développement des affaires	1 146 694,36
TOTAL	1 322 814,12

Source : QMM, *Rapport 2011 du développement durable*.

On remarque alors que l'implantation de la filiale de la firme multinationale Rio Tinto dans la branche extractive fournisse des infrastructures utiles à l'entreprise mais profitable en même temps pour la population locale. De plus, son intervention ne se limite pas dans le secteur extractif mais touche aussi différents secteurs.

b- Le capital humain

La mise en place du port à Taolagnaro à mobiliser des capitaux humains. En 2011, QMM emploie 1300 salariés dont 660 occupent des postes permanents au sein de la compagnie et du Port d'Ehoala. La compagnie recrute correctement les candidats qualifiés au niveau local dont 95,5 pour cent de ces employés permanents sont de nationalité malgache et 4, 5 pour cent sont des expatriés. Dans le processus de recrutement, la compagnie a comme objectif principal de maximiser l'embauche au sein de la région. Cela du fait qu'une bonne compréhension du contexte local et une bonne intégration des activités dans ce contexte local sont nécessaires pour la bonne marche de l'exploitation. En même temps, l'investissement

donnera aux employés malgaches les compétences et les capacités nécessaires pour assumer la direction de l'exploitation dans l'avenir.

Le tableau ci-après illustre l'évolution de la demande de travail par la compagnie minière depuis la phase de construction.

Tableau 9 : L'évolution de la mobilisation du capital humain (2008-2011)

Année	2008	2009	2010	2011
Nombre d'employés	518	553	557	660
Recruté à Fort-Dauphin	308	322	356	473
Recruté en dehors de Fort-Dauphin	160	188	162	157
Expatriés	50	43	39	30

Source : QMM, *Rapport 2011 du développement durable*.

Tout au long de la période, on remarque que les nombres des employés à fort-dauphin surpassent ceux des autres régions de Madagascar. En 2011 le recrutement des employés par le QMM a connu une hausse de 27,41 pour cent par rapport à celui de l'année 2008. Les recrutés à Fort-Dauphin sont majoritaires ; ils constituent 71,66 pour cent des employés dans la compagnie. Cela à pour effet de maximiser les avantages économiques pour les communautés à proximité des sites du Projet.

Le QMM permet ainsi la création d'emploi dans la région de l'Anosy. Mais simultanément, il offre aussi des formations à ses recrutés non seulement pour l'amélioration de la performance de la compagnie mais aussi pour l'accroissement de la compétence de ses employés. Les programmes de formation industrielle permettront ainsi aux nationaux de bénéficier des emplois qualifiés créés. Cela croise les théories économiques, par le fait que les investissements directs étrangers rendent le capital humain plus performant, plus qualifié et plus productif.

En 2011, le Service Formation a réalisé 33 009 Heure/Homme représenté sur le tableau suivant :

Tableau 10 : Répartition de la formation par module par Heure/Homme

Modules	Heure/Homme	Pourcentage
Santé, sécurité, environnement et qualité	13128	40%
Accueil et induction	4576	13%
Compétences techniques	9468	29%
Management et leadership	5837	18%
Total	33009	100%

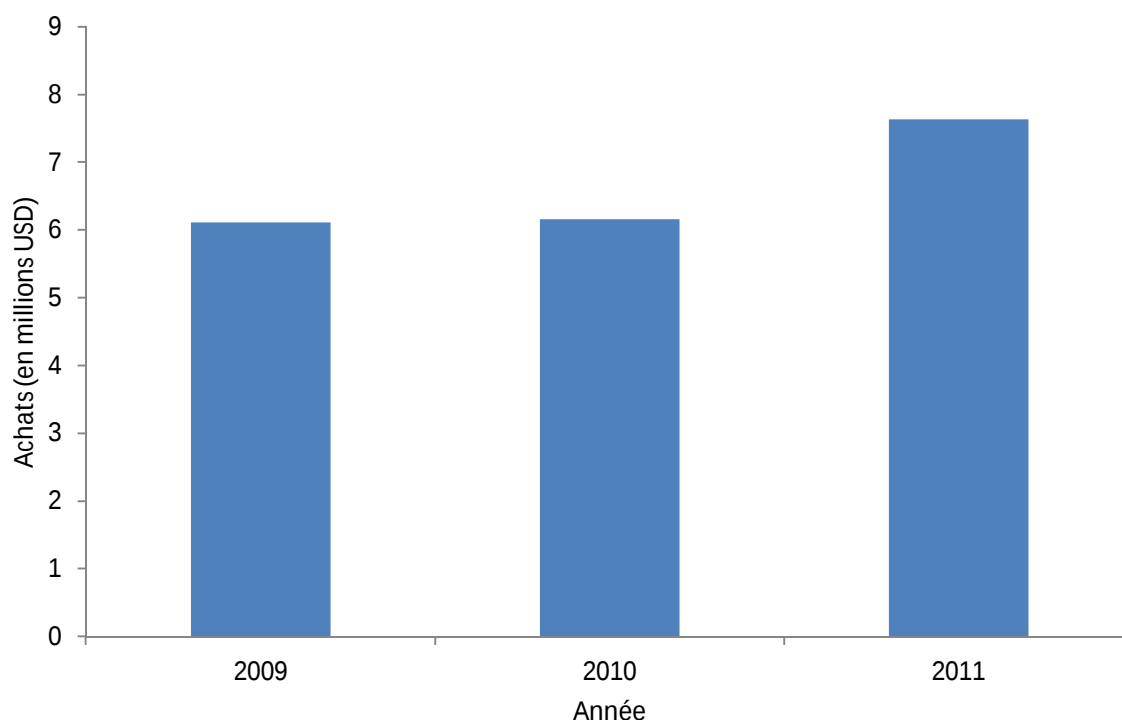
Source : QMM, Rapport 2011 du développement durable

c- Le QMM comme le foyer d'industrie

La compagnie s'approvisionne des biens et services dont il a besoin sur le marché local. Cela permet à la fois l'augmentation de la production pour les entreprises locales, mais conduit également au développement des petits fournisseurs ainsi que d'autres activités dans la région. L'exigence sur la qualité, la sécurité et la livraison des produits à suivre des normes standards internationaux oblige cependant les entreprises locales à améliorer leur compétence pour être plus compétitives sur le marché.

Le graphique suivant illustre l'évolution de l'achat des biens et services du QMM

Figure 3 : Evolution du volume des achats de biens et services du QMM (en millions USD)



Source : QMM, *Rapport 2011 du développement durable*.

De plus, l'ouverture du port d'Ehoala a généré des activités l'import-export et du tourisme dans la région Anosy et dans les régions voisines. En effet, ce port met Madagascar en relation avec plusieurs pays notamment : à l'Afrique du Sud (Duban), à Mozambique (Maputo), à la Malaisie (Portland), à l'Amérique du Nord (Canada) et aux îles au voisinage de l'océan Indien évidemment. La facilitation en matière d'importation et exportation a permis de développer divers emplois dans la région. De ce fait, les producteurs sont devenus nombreux, des entreprises ont été créées. Par exemple, certains ont agrandi leur surface de plantation, d'autres ont diversifiés les exportations agricoles (riz, manioc, fruits, fibres de sisal, ...). Par ailleurs, la production agro-industrielle non alimentaire s'est aussi développée comme la création dans la région Androy/Anosy d'entreprises produisant et exportant d'huile essentielle. Ces augmentations de la production liées à l'exportation ont contribué au développement du transport (celui des marchandises), à l'accroissement de la consommation des carburants, à la création d'emploi dans de nombreux domaines, et ont favorisé l'implantation des transitaires dans la région.

Ajoutée à cette ouverture du port, la mise en place du parc d'Ehoala a aussi développé l'activité touristique dans la région. Cela a conduit à l'amélioration des chiffres d'affaires des opérateurs économiques œuvrant dans le tourisme : restaurants, tours opérateurs, les loueurs de voitures, les agences de tourisme. L'investissement a permis de renforcer les effets d'entraînement de son activité au travers du foyer d'industrie.

3- Deuxième étude de cas : Le projet Ambatovy

Le projet Ambatovy constitue le plus grand projet d'investissement dans l'histoire de Madagascar. Il est rendu possible suite à une collaboration entre Sherritt International Corporation du Canada, Sumitomo Corporation du Japon, Korea Resources Corporation de la Corée, SNC-Lavalin Incorporated du Canada. Le Sherritt détient à lui tout seul une part de 40% du capital, Sumitomo Corporation (27,5 %) du Japon et Korea Resources Corporation (27,5 %) de la Corée et SNC-Lavalin (5%)³⁴. Le volume de l'investissement s'élève en total 5,5 milliards de dollars.

Le projet, d'une durée de vie d'environ 30ans, développera et exploitera durablement un projet d'extraction et de transformation de nickel et de cobalt. La compagnie dispose, pour le bon fonctionnement de son activité, des éléments suivants: une mine située près de Moramanga, de 220 km de Pipeline destiné au transport de la pulpe de minerai qui sera traitée à l'usine de transformation pour la production du nickel et de cobalt de haute qualité près de Toamasina, et des infrastructures auxiliaires dont des installations portuaires, de nouvelles routes et voies ferrées, un parc de stockage des minéraux et une centrale électrique. La production a débuté vers l'année 2012.

a- Les produits

Les principaux produits issus de l'exploitation minière dans l'industrie d'Ambatovy sont :

³⁴ Disponible sur le lien <http://www.ambatovy.com/>

-le nickel (un métal argenté et lourd) : le deux tiers de la production mondiale est utilisé pour la fabrication d'acier inoxydable, notamment, dans la construction, les instruments et les implants médicaux, l'aviation, les pièces de monnaie, les piles rechargeables...

-le cobalt (un métal brillant, gris, et cassant similaire au fer et au nickel) : il est utilisé dans la fabrication des produits chimiques et métallurgiques, dans les produits industriels. De plus, ses propriétés magnétiques lui permettent une utilisation dans les appareils d'enregistrement et dans la fabrication des alliages métalliques.

-le sulfate d'ammonium (un engrais agricole) : il est quant à lui, utilisé dans le cadre d'un plan d'amélioration agricole complet. Comme le secteur agricole est en plein essor à Madagascar, cela pourra permettre d'importantes ventes au niveau local.

On constate donc que les produits sont utilisés dans des outils courants à la vie quotidienne. La capacité annuelle de production est estimée à 60000 tonnes de nickel raffiné, à 5600 tonnes de cobalt, 210100 tonnes d'engrais sous forme de sulfate³⁵. A noter qu'Ambatovy va entièrement transformer les matières premières en produits raffinés dans la grande île, ce qui implique nettement des retombées économiques plus importantes.

b- L'action sur les infrastructures et sur l'investissement

Tout comme le QMM, Ambatovy sont force d'intervenir pour améliorer les infrastructures mais aussi procéder à des investissements minière ou non. Plus de 181 millions de dollars ont été également investis dans des infrastructures publiques durables telles que les routes, les ponts et les travaux d'amélioration au Port de Toamasina. Le tableau suivant retrace quelques infrastructures complémentaires indispensables :

³⁵ Ambatovy, « *Soutenir la croissance et le développement à Madagascar* », 2011.

Tableau 11 : Exemples d’infrastructures complémentaires : projet d’Ambatovy

infrastructure	Description et objectif d’intérêt général recherché
Routes	Construction et/ou amélioration de 100 km de routes et de ponts. <u>Objectif</u> : améliorer la sûreté, la sécurité et l’accès des populations locales aux marchés et aux corridors de transport reliant l’usine au port.
Port	Modernisation du port de Toamasina, le plus grand port maritime de Madagascar – plus de 70 millions d’USD investis. <u>Objectif</u> : assurer un transfert plus sûr et plus propre des produits énergétiques des navires citernes et des matières premières en vrac des navires de charge.
Voie ferroviaire	Construction d’une ligne de chemin de fer de 12 km en parallèle à la voie existante entre le site de l’usine et le port. <u>Objectif</u> : créer la capacité nécessaire pour transférer efficacement les produits entre le port et le site de l’usine.

Source : Banque mondiale, Centre pour la responsabilité sociale dans le secteur minier (CSRM), Université de Queensland, « *Retombées économiques de l’exploitation minière industrielle à Madagascar* ».

De plus, les investissements ne se limitent pas aux infrastructures durables mais touches également les domaines sociaux et environnementaux comme :

- une formation spécialisée pour permettre aux Malagasy d’occuper des postes hautement qualifiés dans le futur ;
- Une gestion de l’environnement et des programmes de conservation de la biodiversité tout en visant un gain net ;
- une zone hors-site de compensation de la biodiversité, constituée de 6 800 ha de forêt menacée et des zones de conservation de 4 900 ha sur le site, dont deux zones de forêt azonale recouvrant une partie du gisement ;

- une amélioration des conditions de vie des villageois relocalisés par le biais d'une panoplie d'investissements socio-économiques et de programmes de développement ;
- amélioration des pistes rurales et des infrastructures offrant aux communautés un meilleur accès aux marchés et aux services ;
- création d'une chaîne d'approvisionnement permettant aux individus et aux entreprises locales de répondre aux besoins continus d'Ambatovy en biens et services.

Tous ces investissements font en profiter la population régionale et les entreprises concurrentes ainsi que les entreprises complémentaires³⁶ à l'activité de l'exploitation minière. L'accord d'une formation spécialisée par exemple rend les employés plus qualifiés. De plus, le soutien aux entreprises locales par le biais du tutorat, de la formation et du renforcement des capacités de manière à améliorer la qualité des produits et services locaux, ainsi que les systèmes de gestion interne et financière des entreprises permettent à ces dernières de bien gérer les ressources et de produire plus efficacement. C'est le transfert de technologie.

c- Le capital humain

Sa création d'emploi est plus marquante à celle du QMM. Le tableau ci-après le retrace.

Tableau 12 : Le nombre d'employés en 2011

Phase	Nombre d'employés
Pendant la construction	22000
Prévus pendant l'exploitation	6000
TOTAL	28000

Source : Ambatovy, « *Soutenir la croissance et le développement à Madagascar* », 2011

³⁶ Voir annexe5.

Ces emplois prévus pour la phase d'exploitation se répartissent en 2500 de caractère permanents et 3500 en sous-traitance. De plus, le projet génère des emplois indirects qui devraient mobiliser 8000 travailleurs dans des secteurs connexes comme le transport, la production alimentaire, la rénovation et la gestion des déchets, l'entretien. En général, l'Ambatovy fait vivre environ 65000 à 75000 membres de familles au cours de l'exploitation.

Concernant les emplois indirects, on dénombre que plus de 500 entreprises locales (PMME : Petites, moyennes et micro-entreprises), couvrant 54 secteurs d'activité, ont reçu des commandes d'Ambatovy en décembre 2010³⁷. Des commandes qui ont assuré la continuité des activités et qui avaient besoin de main d'œuvre, pour ainsi dire qu'ils ont permis de mobiliser du capital humain. Contrairement à celui du QMM, l'Ambatovy n'exige pas de ses fournisseurs la conformité à ISO 90001 ni à d'autres types de normes mais les soumet cependant à des audits une fois qu'ils sont enregistrés dans la base de données de la société.

Le projet Ambatovy a apporté des nouvelles connaissances, précisément des formations, aux employés pour les rendre plus performants ou bien plus qualifiés dans un domaine précis. Des milliers d'employés malgaches ont reçu une formation technique, sur la construction et l'administration permettant à ces derniers d'occuper progressivement des postes à responsabilité dans la phase d'exploitation. De plus, le Département de Formation d'Ambatovy a adopté une approche hybride combinant l'auto-apprentissage, l'apprentissage assisté par ordinateur et les cours traditionnels dirigés par un instructeur, lui procurant une grande efficacité. On peut les résumer dans le tableau ci-après.

³⁷ Ambatovy, « *Soutenir la croissance et le développement à Madagascar* », 2011.

Tableau 13 : Les formations existantes dans le département de formation d'Ambatovy.

Modules	Informations
Formation spécialisée pour les opérations et la maintenance	-Le centre dispose d'un immense atelier bien équipé pour ce module. -Une formation par les ingénieurs malagasy qui sont à leur tour préalablement formés par des expatriés d'Ambatovy pour les opérateurs et par les experts techniques venant de Canada pour les matières relatives à la maintenance. -une formation technique de six à huit mois.
Formation et différents programmes	-Le département de formation dispose d'une équipe de 35 professionnels composée de formateurs, de coordonnateurs des secteurs de formation et de conseillers en formation. -Une formation qui donne aux employés la possibilité de développer leurs connaissances et leurs compétences. -Un programme d'Excellence Technique (18 mois de formation et un stage de deux mois) est destiné aux jeunes diplômés de collèges techniques dans la région Atsinana.
Formation à la santé et la sécurité	-Une formation qui a été au profit à la fois aux employés et aux communautés. - 70% du personnel de la phase d'exploitation ont terminé tous les modules relatifs à la santé et la sécurité (santé et sécurité, premiers soins, règles et réglementation sur l'environnement, étiquetage des matières dangereuses, documentation sur la sécurité et la lutte contre les incendies).

Source : Ambatovy, « *Soutenir la croissance et le développement à Madagascar* », 2011

d- La recette fiscale

Elle est conçue pour compenser l'exploitation des ressources minérales nationales. L'activité d'Ambatovy permet de stabiliser le budget de l'Etat, elle augmente la recette fiscale, rendu possible par les impôts et les redevances versées pour le compte de l'Etat. En effet, il prévoit de générer des dizaines de millions de dollars de revenus annuels pour le gouvernement au cours de la durée d'exploitation du projet. Le montant sera estimé à plus d'un milliard de dollars³⁸ en redevances, taxes, impôts, droits et autres paiements directs pour le gouvernement Malagasy. Ces recettes favoriseront le développement local et régional.

Cependant, il est à noter que, ces effets positifs représentent des limites qui sont nécessaire d'être analysés.

4- Les limites du secteur extractif

a- La balance commerciale déficitaire

L'industrie extractive et les exportations qui en découlent contribuent à l'amélioration de la balance commerciale. Pourtant, l'évolution de cette dernière montre qu'elle a toujours été déficitaire malgré la forte présence des investissements directs étrangers dans la branche extractive depuis l'année 2006. Le tableau ci-dessous souligne l'évolution de la balance commerciale durant une période donnée.

Tableau 14 : L'évolution de la balance commerciale entre 2005-2013 (en milliards d'Ariary)

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Exportation	1633	2007	2219	2194	1805	2424	2983	3446	4237
Importation	3270	3685	4621	6393	5013	5446	5913	6970	7330
Balance commerciale	-1637	-1677	-2401	-4198	-3208	-3022	-2929	-3524	-3093

Source : Direction Générale des Douanes

³⁸ Impossibilité d'une exacte prévision suite à la fluctuation des cours du nickel et du cobalt sur le marché international, des variations de coûts des produits comme le charbon, le calcaire et le soufre, l'inflation et d'autres facteurs. Ambatovy, « *Soutenir la croissance et le développement à Madagascar* », 2011.

Tout au long de la période, la balance commerciale est en déséquilibre car l'exportation n'arrive pas à surpasser les importations. L'augmentation plus prononcée par la demande des biens d'équipement des filiales étrangers est non souhaitable pour la balance courante. Mais sachant que le marché local ne puisse satisfaire les besoins de l'entreprise étrangère, le recours au commerce mondial est inéluctable, se traduit aussi par une fuite nette de devise.

b- L'incapacité d'absorber plus de compétences et de technologies

Pour que les retombées sur la croissance soient significatives, un certain niveau de qualification est fortement souhaitable pour les pays hôtes. En effet, une main d'œuvre qualifiée joue plus efficacement son rôle de catalyseur entre les flux d'IDE et la croissance³⁹. De ce fait, il se peut que le niveau technologique et de savoir-faire apporté par les entreprises étrangères est inapproprié au niveau d'éducation perçu par les capitaux humains. Par ailleurs, l'insuffisance de financement des entreprises locales à accéder aux nouvelles technologies les rend plus marginales face à la technologie de point des firmes étrangères. Le mode extractif artisanal, ou les petites entreprises familiales sont donc incapable d'améliorer leur productivité. Le pire qu'ils quittent le marché suite à non rentabilisation de leur investissement et dominance des firmes étrangères. Ce raisonnement est aussi valable pour les autres secteurs.

De plus, les entreprises minières devant se conformer aux normes d'achats internationaux, pour maintenir leurs certifications ISO, sont dans l'obligation de se tourner vers le marché extérieur pour satisfaire les besoins. Ces normes constituent une sélection des fournisseurs selon les critères de la qualité, la fiabilité, le service, le prix, la sécurité et le respect de l'environnement. L'intervention de l'Etat pour un appui aux entreprises locales s'avère donc nécessaire pour le renforcement de la capacité en vue de répondre aux exigences des normes internationales.

³⁹ Voir spillovers endogènes, Partie I, Chapitre II.

c- La croissance économique non soutenue

D'un côté, on a remarqué précédemment que le marché des sables minéralisés est volatile, il se peut que le prix chute d'un coup et remonte d'un autre. En 2014, le QMM a interrompu sa production suite à la baisse importante du prix d'ilménite. Une cessation d'activité affectant le niveau d'emploi et en parallèle la balance commerciale. En effet, la baisse du prix d'ilménite a conduit à non renouvellement d'un contrat de la compagnie comptant un certain nombre d'employés. De ce fait, augmentation du taux de chômage.

D'un autre côté, un projet devrait prendre fin s'il aura atteint la période limite, par exemple 50 ans pour le projet ilménite. Cela se traduit par une cessation d'activité de l'entreprise. Une économie qui vit d'une grande recette fiscale issue de l'activité économique de la firme aura du mal donc à équilibrer la recette publique et les dépenses publiques si est seulement si on n'aura pas encore trouvé d'autres ressources à gonfler la recette.

d- La création d'inégalité sociale

Comme tout projet, seulement une poignée de la population active est embauchés lors du recrutement. Ces petits nombres de travailleurs sont ensuite rémunérés d'un salaire surpassant le salaire moyen de la région où se trouve l'entreprise. A cet effet, l'inégalité de revenus est aussi perçante au niveau local mais pouvait s'étendre sur le plan national car il se trouve d'un côté, ceux qui ont un revenu pouvant combler les besoins de subsistance et les besoins de confort ; et d'un autre côté ceux qui vivent toujours dans la pure pauvreté. L'emploi crée, étant si grand, est pourtant limité au sens large et source d'inégalité du niveau de vie entre la population touchée par les projets.

e- L'inflation

L'augmentation de la production induit un accroissement de la monnaie, qui à son tour induit à une augmentation du niveau des prix. L'amélioration de niveau de vie implique l'augmentation du pouvoir d'achats des ménages. L'arrivée des IDE ne demeure donc pas

insignifiante grâce à l'injection massive de monnaie dans le circuit économique. D'après la théorie de Phillips qui suppose qu'on ne peut pas atteindre à la fois l'objectif d'un faible taux de chômage et celui d'un faible taux d'inflation, à vraie dire ces deux indicateurs entreprennent une relation contradictoire. Autrement dit, avoir un taux de chômage faible suite au recrutement de nombreux offreurs de travail provoque par la suite une flambée des prix au niveau local.

5- Discussions

En 2012, Madagascar se classait 151^{ème} sur 186 pays en considérant l'indice du développement humain, classé ainsi comme l'un des pays les moins développés au monde⁴⁰. Comme tous les pays en voie de développement, la grande île présente des caractéristiques suivantes :

- inapte à s'autofinancer les investissements suite à l'insuffisance d'épargne intérieure ;
- un seuil de pauvreté très élevé avec 71,5% de la population est au dessous du seuil et 52% vit en dessous du seuil de l'extrême pauvreté (en 2012) ;
- un taux de chômage de 1,2% (en 2012) camouflé par de nombreux chômages déguisés ;
- un taux d'alphabétisation faible ;
- Et d'un taux d'inflation significatif.

De plus, avec une population qui dépasse actuellement les vingt millions d'habitants, elle est comme étant constituée d'une population jeune et majoritairement active qui est prête à être mobiliser de suite. Ce qui lui fait une main d'œuvre abondante et peu coûteuse car son capital humain est généralement peu qualifié. Une réalité qui est considérée par la suite comme un atout pour l'attraction des investisseurs étrangers et qui va de pair avec l'existence des ressources naturelles encore exploitables comme le cas des projets miniers d'exploitation.

Par ailleurs, à part que les IDE sont un des moyens qui permet de financer les activités économiques devant la persistance de l'insuffisance de l'épargne intérieure, on a pu

⁴⁰ Institut National de la Statistique (INSTAT), *Enquête nationale sur le suivi des OMD 2012-2013*, Antananarivo, Madagascar, 2013.

démontrer que tout IDE est directement ou indirectement porteur de croissance économique dans le pays si leurs caractéristiques est compatible à ceux du pays hôte ; de fait que ce dernier soit capable d'absorber réellement les effets positifs. Le degré des impacts des IDE pour chaque pays se diffère donc d'un pays à l'autre : il y a ceux qui ont ressenti rapidement les effets bénéfiques et capables de booster ainsi leur croissance voire le développement, il y a ceux qui ont connu leur croissance assez longue mais sont arrivés au final, et il y a ceux qui malgré la présence de divers IDE s'opérant à des secteurs différents sont encore loin de voir rapprocher la leur de croissance.

De ce fait, on a illustré les conditions principales suivantes qu'un IDE s'opérant dans le pays doit avoir pour qu'il y ait efficacement des retombées positives sur l'économie malgache :

- Il doit être principalement un IDE d'une stratégie de minimisation des coûts associé à une politique commerciale orientée vers la promotion des exportations, cela lui permet de contribuer à augmenter les devises et de stabiliser ainsi le taux de change car la production est destinée seulement à l'exportation;
- Il doit employer plusieurs capitaux humains et ne demandant pas une grande qualification, par exemple, un travail d'assemblage ;
- Il doit œuvrer dans un secteur qui produit une grande valeur ajoutée comme le secteur secondaire ;
- Il doit permettre un grand rentré fiscal mais il faut que l'économie ne soit pas en totale dépendance, comme l'industrie extractif qui est soumise à une quarantaine d'impôts ;
- Il doit permettre aux travailleurs de se former pour être plus performant et plus qualifié à un domaine précis, par l'existence des centres de formation ;
- Les technologies et le savoir-faire qu'il apporte doit être facile à utiliser et à appliquer par les entreprises locales encore marginales et naissantes, en d'autre terme, les technologies doivent être plus appropriées au niveau d'éducation des capitaux humains pour qu'ils seront aptes à absorber les effets positifs.
- Les entreprises étrangères qui s'installent ne doivent pas en aucun cas accaparer une grande part de marché si elles veulent pénétrer le marché national car cela entraînera la restriction des entreprises locales suite à leur

faible rapport qualité-prix et l'inexistence de l'économie d'échelle, cependant il est souhaitable qu'elles amorcent la concurrence sur le marché pour une amélioration progressive de la productivité et de la gestion managériale des entreprises locales.

- Il doit permettre de mobiliser en même temps plusieurs secteurs, de ce fait, plusieurs entreprises vivent de leur présence produisant plus de richesses. Par exemple, l'exploitation minière entretient une forte relation avec ces quelques secteurs : la location de véhicules et le transport, l'assurance, les services divers (tels que le nettoyage), la restauration, l'audit, et l'assistance technique ;
- Il doit permettre de réduire la pauvreté.

On sait que les investisseurs souhaitent la sécurité de leurs investissements, ainsi, la crise internationale et la transition politique de 2009-2013 à Madagascar ne demeure pas sans répercussions sur l'environnement économique malgache. Elles ont ralenti l'exploration minière et ont dégradé l'image du pays en tant que destination d'investissement. Une grande stabilité politique est donc indispensable pour regagner la confiance des investisseurs et pour assurer, par la suite, la continuité des investissements.

Ces conditions sont aussi préférables combinées par un appui de l'Etat sur l'amélioration du niveau général d'éducation du capital humain car on savait que ces derniers sont les principaux catalyseurs entre les flux d'IDE et la croissance ; et sur l'élaboration des politiques économiques d'accompagnement qui sont aptes à corriger les effets incontournables négatifs des IDE tels que l'inflation, l'inégalité de revenus, le monopole. PATTNAYAK S. (1922), suite à une analyse transversale sur les pays d'Asie et d'Amérique Latine en 1985, affirme que les retombées positives des IDE sont plus significatifs en Asie grâce à des interventions directes de l'Etat pour agir sur les effets négatifs, à la médiation dans les conflits, et aux investissements publics dans l'infrastructure.

CONCLUSION

Les pays en développement sont des pays qui ont un dénominateur commun, ce sont des pays ex colonisés. Après l'avènement de leur indépendance, leur économie est autonome mais se caractérise d'une insuffisance d'épargne intérieure pour assurer les investissements. Selon Nurske, le problème de financement est un blocage du développement qui reste au cœur de toutes préoccupations. De plus, les pays qui ont continuellement accru leur dette n'arrivent plus à sortir du cercle vicieux de l'endettement. Une grande tentation apportée par l'ajustement structurel, pour une réforme structurelle, a aussi eu lieu mais reste pour la majorité des pays inefficace, voire même une aggravation de leur situation économique : accroissement du taux de chômage, réduction de l'initiative privée pour l'investissement, faiblesse des industries naissante face au commerce international. D'autres solutions doivent être donc envisageable à la fois pour combler l'insuffisance d'épargne intérieur mais aussi une solution qui n'accumule pas davantage la dette externe.

Après les années 1890, l'économie mondiale paraissait déjà fortement intégrée, avec une forte ouverture des économies les unes par rapport aux autres. Cela due à la globalisation et à la mondialisation économique. Ainsi dans le contexte de la mondialisation actuelle, l'économie s'est fortement métamorphosée dans la structure des échanges. En effet, on accorde un libre échangé entre les marchandises, la libre circulation des biens et services, des personnes et également des capitaux. Dans le cadre de l'affaiblissement de l'aide internationale, les acteurs du développement considèrent avec un intérêt de plus en plus accru l'investissement direct étranger comme un moyen pour résoudre le problème de l'insuffisance des ressources financières et pour atteindre la croissance dans les pays en développement. Les investissements directs étrangers sont le fruit de l'évolution des activités des firmes multinationales⁴¹. En 1977, la CNUCED recensait déjà 11000 firmes multinationales avec 82000 filiales à l'étranger, un effectif qui a largement évolué en 1990 car les firmes multinationales étaient au nombre de 37530 parmi lesquelles 34280 sont originaires de pays développés à économie de marché mais aussi 2850 des pays en développement et 400 des pays en transition. En 2004, l'étude de la CNUCED recensait à travers le monde 65000 firmes multinationales qui comptent 850000 filiales étrangères dans divers pays. Par conséquent, à partir des années 1990, les pays en développement notamment ceux de l'Afrique

⁴¹ Voir cycle de production de Vernon, Partie I, Chapitre I.

subsaharienne ont progressivement réévalué la place des investissements directs étrangers en tant que source de financement de l'activité économique. La littérature théorique sur les investissements directs étrangers montre pourtant une diversité de ses facteurs déterminants qui sont recensés d'un double point de vue : celui du pays hôte et celui de l'investisseur étranger.

Madagascar a connu un grand accroissement des investissements directs étrangers entrant dans l'économie. Les plus gros investissements ont été faits par les industries extractives ; une amélioration due à la présence des deux projets miniers : le projet d'extraction d'ilménite à Fort-Dauphin et le projet de nickel et de cobalt d'Ambatovy. L'implantation de ces industries ont permis à la région où ils se trouvent de se développer économiquement et socialement. Le QMM a agit dans ce sens en contribuant à la création de nombreux emplois directs et indirects dans la région Anosy, et qui a favorisé le développement des activités touristiques mais aussi de la filière import-export par l'ouverture du port d'Ehoala et le Parc d'Ehoala. L'Ambatovy, outres que les impacts similaire que ceux du QMM, permet de booster nettement la croissance économique car il mobilise 54 secteurs d'activités. En effet, 500 entreprises locales reçoivent des commandes d'Ambatovy. La mise en place de ces industries (QMM et Ambatovy) est certes bénéfique pour la nation, ils créent des emplois, font des investissements, versent des revenus au compte de l'Etat. Ces effets positifs qui sont indispensables pour que l'IDE extractif, ou l'IDE en général, agisse positivement, et surtout durablement, sur la croissance et le développement industriel, voire le développement du pays. Cependant, les retombées de l'implantation d'industries extractives ne sont pas nécessairement tous souhaitables mais des impacts négatifs peuvent se présenter pendant l'exercice de leurs activités : l'inégalité de revenus de la population, le transfert technologiques non significatifs, déséquilibres extérieur, le risque de monopole contre les entreprises locales, la dominance des firmes étrangères au détriment des firmes locales, voire l'instabilité de la croissance. Quels sont alors les axes nécessaires à prendre en compte pour que les politiques économiques soient aptes à atténuer efficacement les effets négatifs des investissements directs étrangers ?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- DUNNING, « *the electic paradigm* », 1980.
- Kakwani et Pernia, “*What is pro-poor growth*”, Mimeographed, Manila: Asian development Bank, cité dans Jaliliane et Weiss (2000), 2000.
- Kojima K. ,”*Direct Foreign Investment, a Japanese Model of Multinational Business Operations*”, 1978.
- Ronald Coase (1937), « *La nature de la firme* ».
- VERNON R. (1996), « *international investment and international trade in the product cycle* », Quarterly Journal of Economics 80.

Dictionnaire

- GUERRIEN B. (1996), « Dictionnaire d’analyse économique », Paris, La Découverte.

Revues et articles

- Bruno Sarrasin, « *Economie politique du développement minier à Madagascar : L’analyse du Projet QMM à Tôlagnaro (Fort-Dauphin)* », VertigO, volume 7, n°02, septembre 2006.
- Claire Mainguy, « *L’impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement* », Région et Développement n°20-2004.
- Eric Vergnaud, « *Investissements directs étrangers: analyse des tendances récentes* », conjoncture, décembre 2005.
- Jean-Michel Lebigre, « *QMM et l’ilménite de Taolagnaro (Fort-Dauphin, Madagascar)* », 7 novembre 2009.

- L'Express de Madagascar, « *Mines : L'ilménite au bout des pelleteuses de la QMM* », 10 décembre 2010.
- L'Express de Madagascar, « *Mines : L'ilménite au bout des pelleteuses de la QMM* », 10 décembre 2008.
- Marouane Alaya, Dalila NICET-CHENAF, Eric Rougier, « *A quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ?* », IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens, cairn.info, 2009/4 n° 148 | pages 119 à 138.
- S. Levasseur, « *Investissements directs à l'étranger et stratégies des entreprises multinationales* », Département des études de l'OFCE, mars 2002.

Rapports

- Ambatovy, « *Soutenir la croissance et le développement à Madagascar* », 2011.
- Banque Mondiale, « *Rapport de 2008 sur le développement dans le monde : l'agriculture au service du développement* », 2008.
- Banque mondiale, Centre pour la responsabilité sociale dans le secteur minier (CSRM), Université de Queensland, « *Retombées économiques de l'exploitation minière industrielle à Madagascar* ».
- Chambres des mines Madagascar, « *Monographie du secteur Minier à Madagascar* ».
- CSRM (Centre for Social Responsibility in Mining), « *Les retombées économiques de l'industrie minière à Madagascar* ».
- EITI Madagascar, « *Rapport de réconciliation des paiements effectués par les industries extractives à l'Etat Malagasy et des recettes perçues par l'Etat-Exercice 2011* », à partir de la page 98 à la page 118, Septembre 2013.
- George M. Bedinger, « *U.S. Geological Survey, Mineral Commodity Summaries* », January 2015.
- INSTAT/BCM, « *Etudes sur les investissements directs étrangers à Madagascar* », 2014.
- INSTAT/BCM, « *Etudes sur les investissements directs étrangers à Madagascar* », 2010.

- Office National pour l'environnement Madagascar, « *Le plan d'action pour le développement rural de Madagascar- (PADR), Cadre référentiel et processus pour le développement rural durable* », Cotonou, 2-4 Mai 2013.
- Rapport de développement durable 2011, QMM.
- Rapport de développement durable 2012, QMM.

Webographie

- <http://www.riotintomadagascar.com/>
- <http://www.ambatovy.com/>
- <http://www.cairn.info/>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE.....	4
APPROCHES THEORIQUES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS....	4
CHAPITRE I : LES THEORIES SUR LES FACTEURS DETERMINANTS DES IDE	5
1- <i>Le cycle de production de VERNON</i>	5
2- <i>L'approche de l'économie internationale</i>	6
3- <i>La théorie d'internalisation</i>	7
4- <i>Le paradigme de DUNNING (approche éclectique)</i>	8
a- <i>Organisation ou « Ownerships advantages »</i>	9
b- <i>Localisation ou « Location advantages »</i>	9
c- <i>Internalisation ou « Internalization advantages »</i>	10
CHAPITRE II : LES PRINCIPALES CONDITIONS QUI FONT QUE LES IDE SOIENT PORTEUR DE CROISSANCE	12
1- <i>Interaction entre l'IDE et l'investissement national</i>	12
2- <i>Lien entre IDE, le capital humain et la productivité</i>	13
a- <i>Le concept de spillovers exogènes</i>	14
b- <i>Le concept de spillovers endogènes</i>	15
3- <i>L'IDE face au commerce extérieur</i>	15
4- <i>Relation entre l'IDE et la politique commerciale</i>	17
5- <i>L'IDE contre la pauvreté</i>	18
6- <i>Récapitulation : Les principales conditions selon la littérature</i>	19
DEUXIEME PARTIE	22
PROLONGEMENT THEORIQUE : ETUDES DES CAS	22
CHAPITRE I : LA GENERALITE SUR LES IDE MALAGASY.....	23
1- <i>L'évolution globale des IDE</i>	23
2- <i>La répartition des IDE selon les branches d'activités</i>	24
3- <i>Les principaux pays investisseurs</i>	26
CHAPITRE II : L'ANALYSE DES IDE DANS LE SECTEUR EXTRACTIF	28
1- <i>Le cadre mondial du marché des sables minéralisés</i>	28

a-	Les producteurs.....	29
b-	L'instabilité du prix	29
2-	<i>Première étude de cas : le Qit Madagascar Minerals S.A. (QMM)</i>	<i>30</i>
a-	L'action sur les infrastructures et sur l'investissement.....	31
b-	Le capital humain	33
c-	Le QMM comme le foyer d'industrie	35
3-	<i>Deuxième étude de cas : Le projet Ambatovy.....</i>	<i>37</i>
a-	Les produits	37
b-	L'action sur les infrastructures et sur l'investissement.....	38
c-	Le capital humain	40
d-	La recette fiscale	43
4-	<i>Les limites du secteur extractif.....</i>	<i>43</i>
a-	La balance commerciale déficitaire	43
b-	L'incapacité d'absorber plus de compétences et de technologies	44
c-	La croissance économique non soutenue	45
d-	La création d'inégalité sociale.....	45
e-	L'inflation.....	45
5-	<i>Discussions</i>	<i>46</i>
CONCLUSION.....		49

Annexe 1 : Glossaire

L'économie d'échelle : c'est la variation plus importante de la production suivant la variation des facteurs de production utilisés.

Internalisation consiste à réaliser les transactions à l'intérieur d'un réseau de filiales, plutôt que sur le marché mondial.

Internationalisation englobe l'internalisation des entreprises multinationales mais aussi les échanges entre les entreprises indépendantes.

Croissance : C'est l'augmentation soutenue pendant une période longue d'un indicateur de production en volume. (F. Perroux) et qui est mesurée par l'augmentation du PIB. Elle est un phénomène réversible comprenant 3 phases : l'expansion, la récession et la crise.

Entreprise d'investissement direct : une entreprise qui reçoit les flux d'IDE à l'étranger et dans laquelle un investisseur direct détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote filiale ou société affiliée), ou l'équivalent (succursale ou siège d'exploitation).

Firme multinationale (FMN) : une entreprise (ou groupe), le plus souvent de grande taille, qui, à partir d'une base nationale, a implanté à l'étranger plusieurs filiales dans plusieurs pays, avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle mondiale. (Michalet)

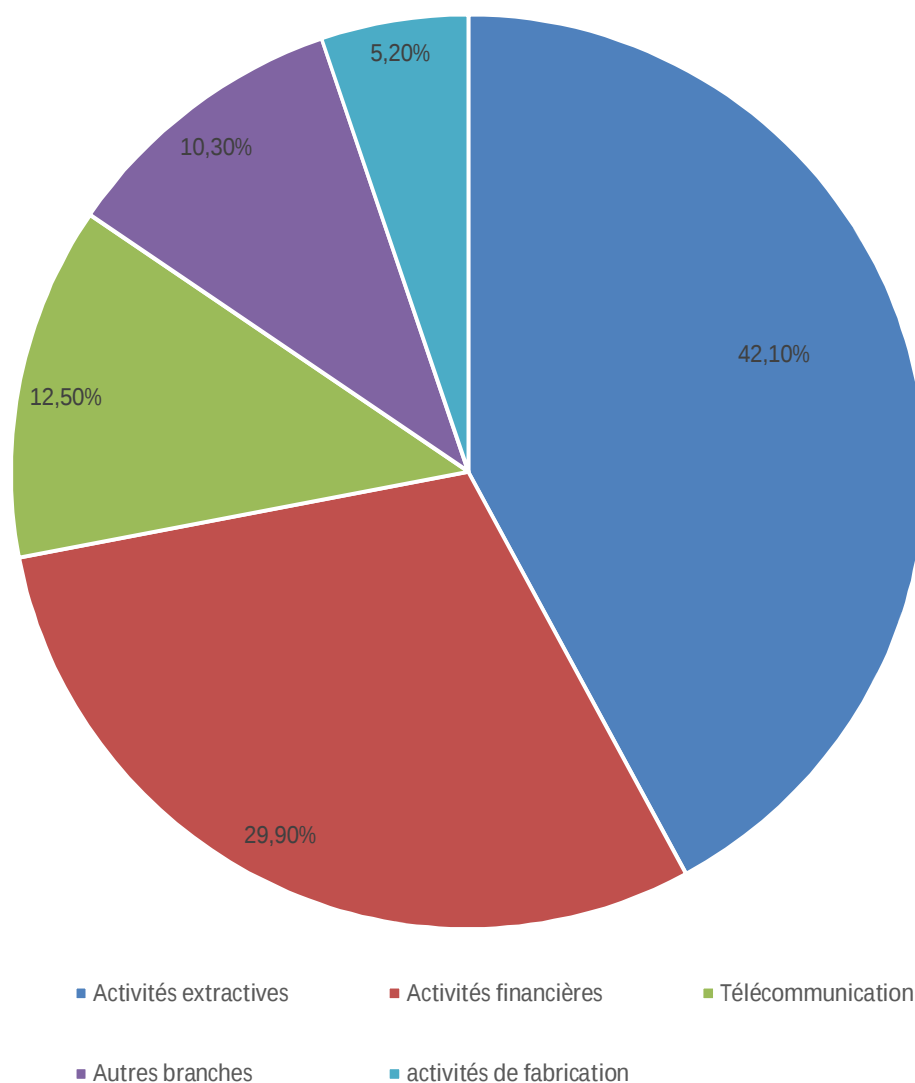
Stratégie d'accès aux ressources naturelles consiste à l'exploitation des ressources naturelles presque inexistantes dans le pays d'origine pour l'approvisionnement de la maison mère. Elle est très utilisée dans les secteurs énergétiques, métallurgiques et miniers.

Stratégie d'accès au marché (horizontale) consiste à produire pour les marchés locaux d'implantation dans la logique de contourner les barrières tarifaires. Elle est pratiquée souvent dans les pays ayant plus ou moins la même structure de marché et un niveau de développement similaire que le pays d'origine. (Ex : les flux d'investissement entre la triade)

Stratégie de minimisation des coûts (verticale) consiste à faire une décomposition internationale du processus productif pour profiter les coûts de production (en capital, en travail, en intrants) plus abordables dans les pays d'accueil. Dans ce type de stratégie, chaque filiale se spécialise dans un segment de la chaîne de valeur (l'assemblage, la fabrication des composants et la distribution) et la production est destinée à l'exportation.

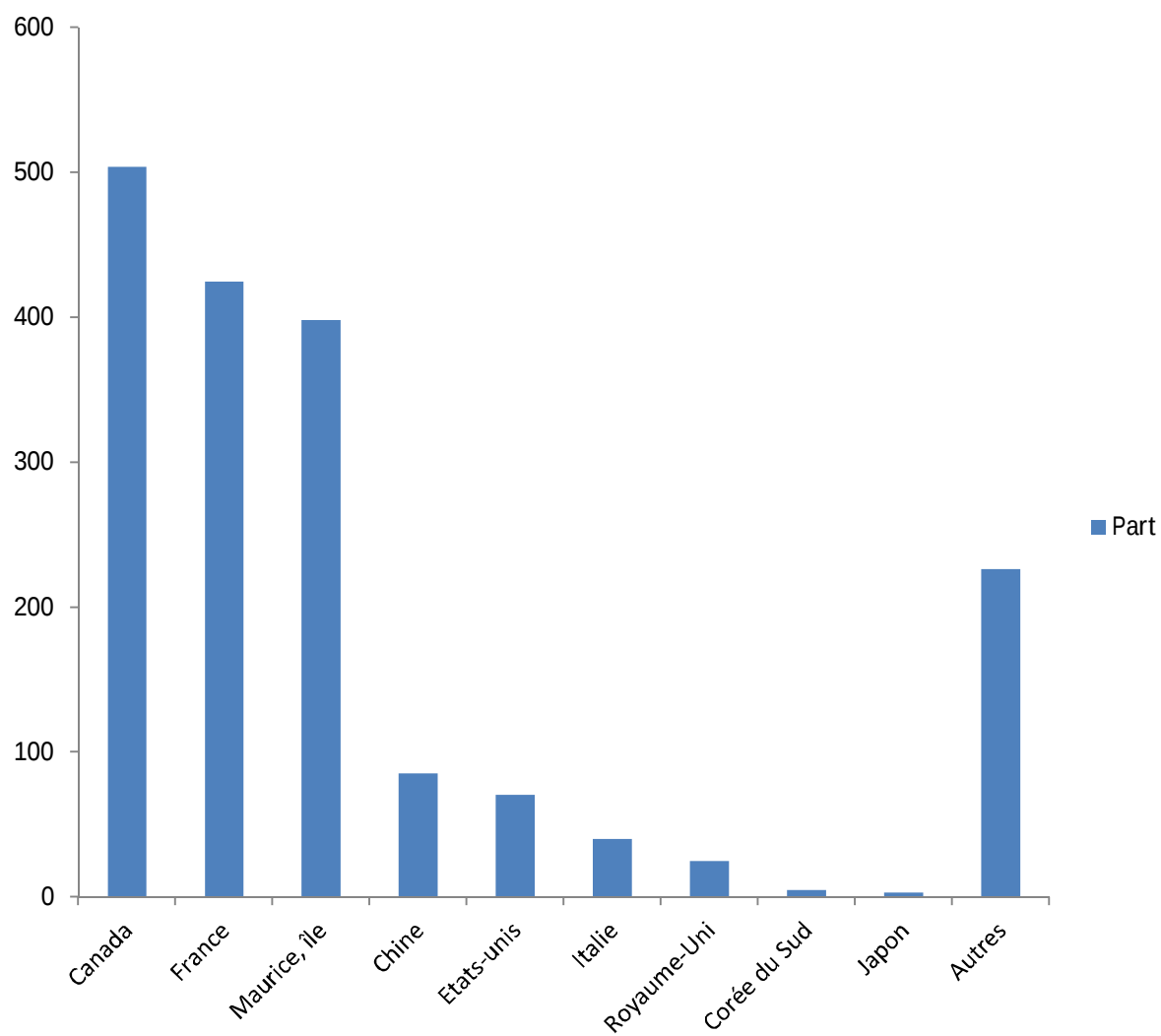
Stratégie de partenariat consiste à sous-traiter l'essentiel de la production avec des firmes compétentes en la matière pour réduire les coûts fixes et pour gagner des parts de marché.

Annexe 2: La contribution des branches dans les flux d'IDE EN 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Annexe 3: Pays d'origine des flux d'IDE en 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Annexe 4: Liste des compagnies minières à Madagascar

n°	Compagnies extractives
1	Projet Ambatovy
2	Holcim Madagascar SA
3	Qit Madagascar Minerals S.A
4	Groupe PAM (Pan African Mining Corp.)
5	Kraoma S.A
6	Tantalum Rare Earth (Malagasy) S.A.R.L.U
7	Madagascar Oil
8	Madagascar Consolidated Mining S.A
9	Mainland Mining Ltd S.A.R.L.U
10	Gold Sand S.A.R.L
11	Mpumalanga Mining Resources S.A.U
12	Madagascar Chromium Company Ltd S.A.R.L.U
13	Total E&P Madagascar
14	Niko Resources Ltd. Enermad
15	Mada-Aust S.A.R.L
16	Etablissements Gallois S.A
17	Madagascar Wisco Resources S.A.U
18	Calibra Resources & Engineers Madagascar S.A.R.L.U
19	Tullow
20	Madagascar International Tak Mining S.A.R.L
21	Madagascar Mining Resources Ltd. S.A.R.L
22	Nova Resources S.A.R.L.U
23	Sterling Energy Ltd. Succursale Madagascar
24	Labrador Madagascar S.A.R.L
25	Wilton Petroleum
26	Uramad S.A.
27	Amicoh Resources Ltd.
28	Coal Mining Madagascar S.A.R.L.
29	Access Madagascar S.A.R.L.
30	Accrington Minerals S.A.
31	Sapetro-Roc Oil
32	Minvest Madagascar S.A.U.
33	Mineral Products International Group S.A.
34	Toliara Sands S.A.R.L
35	Groupe Exxon Mobil

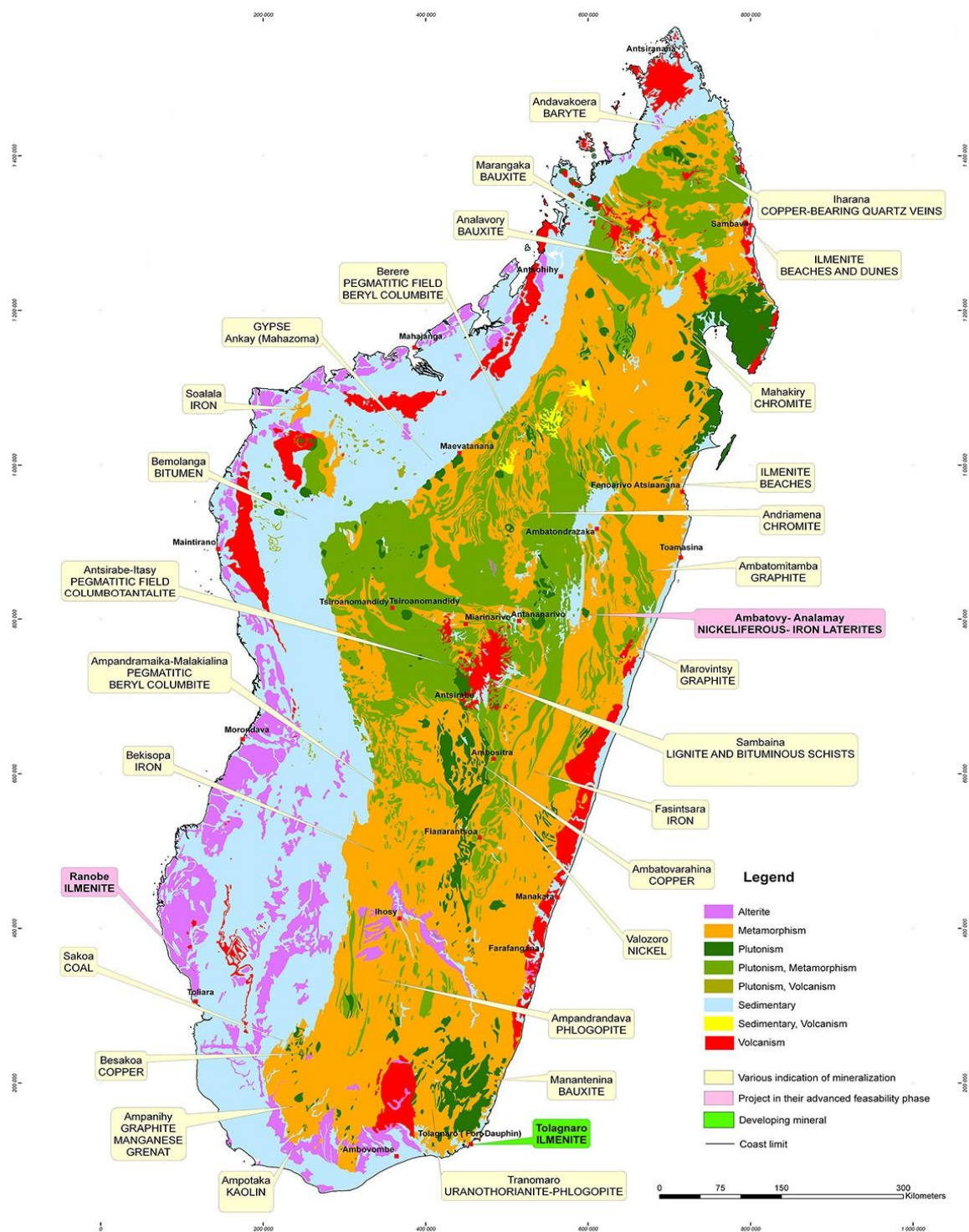
Source : EITI Madagascar, "Rapport de réconciliation des paiements effectués par les industries extractives à l'Etat Malagasy et des recettes perçues par l'Etat-Exercice 2011", à partir de la page 98 à la page 118, Septembre 2013.

Annexe 5: Les secteurs présentant le plus de potentiel de relations avec l'exploitation minière

- La location de véhicules et le transport
- La restauration
- Les services divers (tels que le nettoyage)
- L'assistance technique
- L'assurance
- L'audit

Source : Banque mondiale, Centre pour la responsabilité sociale dans le secteur minier (CSRM), Université de Queensland, « *Retombées économiques de l'exploitation minière industrielle à Madagascar* ».

Annexe 6: Les potentiels minéraux de Madagascar



Source : Chambres des mines Madagascar, « Monographie du secteur minier à Madagascar », Base de donnée de Gouvernance des Ressources Minérales – BPGRM.

Auteur : MIANDRISOA Felana Oliva

«Le secteur extractif dans l'IDE : un nouveau levier pour la croissance»

Nombre de page: 50

Tableaux : 14

Figures : 3

Annexes : 6

Contact : felanamiandrisoa@gmail.com

Résumé

L'investissement direct étranger (IDE) semble être adéquat pour combler l'insuffisance d'épargne intérieure des pays en développement. Il est devenu par la suite une meilleure alternative pour se développer grâce à des retombés technologiques, à la contribution dans la recette publique et à l'amélioration de la qualité du capital humain. C'est une option très intéressante pour relancer la croissance économique du pays hôte. L'objectif de ce travail est de trouver les conditions nécessaires afin que les IDE soient réels porteur de croissance; qui est un instrument incontournable pour réduire la pauvreté des pays en développement. Le résultat a montré que chaque IDE qui s'opère dans un territoire donné devrait avoir des caractéristiques qui répondent à ceux du pays d'implantation afin que l'effet d'entraînement soit plus significatif et soit plus conforme aux attentes souhaitables.

Mots clés: IDE, retombés économiques, capital humain, croissance.

Encadreur: Dr RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomezantsoa, Maître de conférences